

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISSANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 171  
N° 65

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 16  
no Atete 2022

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 42 52 61

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

##### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

###### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° HC 101 SGAP du 8 août 2022 portant agrément de deux lauréats au recrutement de Cadets de la République, option police nationale, session 2022-2023 .....	17705
Arrêté n° HC 951 CAB/DPC/pi du 9 août 2022 modifiant l'arrêté n° HC 886 CAB/DPC/pi du 22 juillet 2022 relatif à la composition du jury d'examen pour l'obtention du certificat de compétences de "pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours" qui se réunira le 5 août 2022 à Papeete. ....	17706

##### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

###### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 1509 CM du 5 août 2022 portant approbation des comptes exécutés de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers (CCISM) de la Polynésie française pour l'exercice 2021 .....	17707
--	-------

###### ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

###### Présidence

Arrêté n° 677 PR du 10 août 2022 portant octroi d'une aide financière à Mme Vairani Cathalina Vanaa .....	17710
Arrêté n° 678 PR du 10 août 2022 portant octroi d'une aide financière à Mlle Myrna Tetua Tikare .....	17711
Arrêté n° 679 PR du 10 août 2022 portant octroi d'une aide financière à Mme Sylvanie Vanfaut épouse Tuiho .....	17712
Arrêté n° 680 PR du 10 août 2022 portant prorogation de la validité de décision pour une période d'un an de l'arrêté n° 839 PR du 26 octobre 2020 .....	17713
Arrêté n° 681 PR du 10 août 2022 abrogeant l'arrêté n° 828 PR du 22 octobre 2020 portant octroi d'une aide financière à Mme Helga Smith épouse Teriitemoehaa .....	17714

Arrêté n° 682 PR du 10 août 2022 modifiant l'arrêté n° 892 PR du 2 novembre 2021 portant octroi d'une aide financière à Mme Tutana Maiterai épouse Pani. ....	17714
Arrêté n° 685 PR du 10 août 2022 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance, en charge des sports .....	17715
Arrêté n° 687 PR du 10 août 2022 portant prorogation de la validité de décision pour une période d'un an de l'arrêté n° 293 PR du 14 mai 2020 portant octroi d'une aide financière à M. Léonard Tepa Tehina .....	17716
Arrêté n° 688 PR du 10 août 2022 portant octroi d'une aide financière à M. Claude Louis Paul Brun .....	17716
Arrêté n° 689 PR du 10 août 2022 portant octroi d'une aide financière à Mme Tania Ly épouse Teuira .....	17717
Arrêté n° 690 PR du 10 août 2022 portant octroi d'une aide financière à Mme Christel Laughlin épouse Bernadino ....	17718

### **Vice-présidence, ministère du logement, de l'aménagement**

Arrêté n° 8557 VP du 9 août 2022 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public aéroportuaire de Hikueru au profit de M. Pierre Tuteirihia .....	17720
Arrêté n° 8584 VP du 10 août 2022 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Aranui 5 à desservir l'île de Hikueru lors de ses voyages n° 19 du 10 septembre 2022 et n° 22 du 22 octobre 2022 .....	17721
Arrêté n° 8585 VP du 10 août 2022 arrêté portant octroi d'une licence d'exploitation à la SAS Société de navigation polynésienne (SNP) pour l'exploitation du navire Hava'i. ....	17721

### **Ministère des finances, de l'économie**

Arrêté n° 8562 MEF/DGAE du 9 août 2022 portant extension de 2 brevets français.....	17725
Arrêté n° 8563 MEF/DGAE du 9 août 2022 portant extension de 10 brevets français .....	17725

### **Ministère de la culture, de l'environnement, des ressources marines**

Arrêté n° 8540 MCE/DRM du 9 août 2022 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mme Joséphine Teapiki épouse Teakarotu, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 301).....	17727
Arrêté n° 8541 MCE/DRM du 9 août 2022 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mme Sandra Tarita Alvarez épouse Orbeck, sis à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 234) .....	17728
Arrêté n° 8542 MCE/DRM du 9 août 2022 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Eddy Ririfatu Moeterauri Horoi, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 299) .....	17729
Arrêté n° 8543 MCE/DRM du 9 août 2022 modifiant l'arrêté n° 61 VP/DRM du 7 janvier 2021 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de la SCA Motu Mahuta, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 293).....	17730
Arrêté n° 8544 MCE/DRM du 9 août 2022 modifiant l'arrêté n° 9468 VP du 9 octobre 2020 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de la SCA Moana Kihī Perles, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 232).....	17731
Arrêté n° 8545 MCE/DRM du 9 août 2022 modifiant l'arrêté n° 7560 VP du 13 août 2020 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Jeffry Manuarii Rehua, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 280).....	17732
Arrêté n° 8546 MCE/DRM du 9 août 2022 modifiant l'arrêté n° 10192 VP du 28 octobre 2020 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Ah-Loy Moana Jackson Moe, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 287).....	17733

### **Ministère des grands travaux, des transports terrestres**

Arrêté n° 8551 MGT du 9 août 2022 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Tiura cadastrée AZ 3 (plan 3) nécessaire à la maîtrise des terrains situés dans l'emprise du site touristique Tefaurumai dit "3 Cascades", sis à Tiarei, dans la commune de Hitia'a O Te Ra.	17734
--	-------

**Ministère de l'éducation et de la modernisation de l'administration**

Arrêté n° 8548 MEA/DGRH du 9 août 2022 portant modification de l'arrêté n° 9860 MEA/DGRH du 10 septembre 2021 modifié portant délégation de signature de Mme Marine Noguier, directrice générale des ressources humaines de la Polynésie française, au profit de certains agents placés sous son autorité . . . . .

17735

**ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION****ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

Décret n° 2022-1135 du 5 août 2022 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 80-2 du 4 janvier 1980 relative à l'automatisation du casier judiciaire et relatif au casier judiciaire du tribunal de première instance de Papeete . . .

17737

Arrêté du 5 août 2022 pris pour l'application du 1 de l'article L. 322-9 du code monétaire et financier et relatif à la garantie des services des sociétés de gestion . . . . .

17738

**ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE****Avis officiels**

Direction de la construction et de l'aménagement. — 1° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et Tuamotu-Gambier pour la période du 1er au 5 août 2022 . . . . .

17745

2° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers de la commune de Teva I Uta pour le mois de juillet 2022. . . . .

17750

3° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers de la commune de Taiarapu-Ouest pour le mois de juillet 2022. . . . .

17751

4° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers de la commune de Taiarapu-Est pour le mois de juillet 2022 . . . . .

17753

Direction régionale des douanes. — Cours des changes (période du 12.08.22 au 25.08.2022 inclus) . . . . .

17756

**PARTIE NON OFFICIELLE****Annonces judiciaires et légales****ANNONCES COMMERCIALES****ANNONCES LÉGALES ENTREPRISES****Constitution de société**

Sociétés commerciales . . . . .

17757

Sociétés civiles - Sociétés coopératives . . . . .

17758

**Modification de société**

Changement de dirigeants. . . . .

17758

Modification d'objet social . . . . .

17759

Modifications multiples. . . . .

17759

Poursuite d'activité malgré la perte de la moitié du capital. . . . .

17760

**Cessation d'activité**

Dissolution .....	17760
-------------------	-------

**ASSOCIATIONS****ASSOCIATIONS LOI 1901**

Constitution d'association .....	17760
----------------------------------	-------

**COMMANDE PUBLIQUE****MARCHÉS PUBLICS**

Avis d'appel public à la concurrence .....	17761
Avis d'attribution. ....	17762





# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

#### **ARRETE n° HC 101 SGAP du 8 août 2022 portant agrément de deux lauréats au recrutement de Cadets de la République, option police nationale, session 2022-2023**

Le secrétaire général chargé de l'administration  
de l'Etat en Polynésie française,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté du 1er juillet 2005 modifié fixant le montant mensuel de l'allocation d'études pour les adjoints de sécurité suivant le parcours de "Cadets de la République, option police nationale" ;

Vu l'arrêté du 2 août 2010 modifié relatif aux conditions d'aptitudes physiques particulières pour l'accès aux emplois de certains corps de fonctionnaires ;

Vu l'arrêté du 24 août 2000 modifié fixant les modalités de recrutement et de formation des adjoints de sécurité recrutés au titre du développement d'activités pour l'emploi des jeunes ;

Vu la circulaire NOR/INT/C/05/00072/C du 4 juillet 2005 relative à la mise en place en 2005 du programme des "Cadets de la République, option police nationale" ;

Vu l'arrêté n° HC 625 SGAP du 7 avril 2022 portant organisation des épreuves écrites et sportives du recrutement des "Cadets de la République, option police nationale" et fixant la composition de la commission de surveillance ;

Vu l'arrêté n° HC 7 SGAP du 5 mai 2022 portant organisation de l'épreuve d'entretien du recrutement des "Cadets de la République, option police nationale" et fixant la composition de la commission locale de sélection ;

Vu l'arrêté n° HC/SGAP 66 du 11 juillet 2022 portant agrément des candidats au recrutement de "Cadets de la République, option police nationale", session 2022-2023 ;

Vu le procès-verbal de la réunion du vendredi 20 mai 2022 de la commission mixte au recrutement des Cadets de la République, session 2022-2023 ;

Vu les certificats médicaux d'aptitudes délivrés par le médecin agréé de l'administration, les bulletins n° 2 du casier judiciaire et les conclusions des enquêtes administratives et judiciaires ;

Sur proposition du secrétaire général adjoint pour l'administration de la police,

Arrête :

Article 1er.— Les candidats dont les noms suivent sont agréés au recrutement de Cadets de la République, session 2022-2023, pour une incorporation au 1er septembre 2022 :

- 1° M. Manuwai Maréchal ;
- 2° M. Teiki Alborch.

Art. 2.— Le chef du service territorial du recrutement et de la formation en Polynésie française et la cheffe du secrétariat général pour l'administration de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Papeete, le 8 août 2022.

Pour le secrétaire général chargé de l'administration  
de l'Etat en Polynésie française  
et par délégation :  
*La cheffe du secrétariat général  
pour l'administration de la police  
en Polynésie française,*  
Céline MANA.

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérécourse citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARRETE n° HC 951 CAB/DPC/pi du 9 août 2022 modifiant l'arrêté n° HC 886 CAB/DPC/pi du 22 juillet 2022 relatif à la composition du jury d'examen pour l'obtention du certificat de compétences de "pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours" qui se réunira le 5 août 2022 à Papeete**

Le secrétaire général chargé de l'administration  
de l'Etat en Polynésie française,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2006-173 du 15 février 2006 modifiée portant actualisation et adaptation du droit applicable en matière de sécurité civile en Polynésie française ;

Vu le décret n° 92-514 du 12 juin 1992 modifié relatif à la formation de moniteur des premiers secours ;

Vu l'arrêté du 8 août 2012 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie initiale et commune de formateur" ;

Vu l'arrêté du 4 septembre 2012 modifié fixant le référentiel national de sécurité civile relatif à l'unité de "pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours" ;

Vu l'arrêté n° HC 886 CAB/DPC/pi du 22 juillet 2022 relatif à la composition du jury d'examen pour l'obtention du certificat de compétences de "pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours" qui se réunira le 5 août 2022 à Papeete ;

Sur proposition de la directrice de cabinet,

Arrête :

Article 1er. — L'article 1er de l'arrêté HC 886 CAB/DPC/pi du 22 juillet 2022 est modifié comme suit :

*Au lieu de* : "La date du jury d'examen pour l'obtention du certificat de compétences de 'pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours' se réunira le 5 août 2022 à Papeete".

*Lire* : "La date du jury d'examen pour l'obtention du certificat de compétences de 'pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours' se réunira le 19 août 2022 à Papeete".

Art. 2. — L'article 2 de l'arrêté HC 886 CAB/DPC/pi du 22 juillet 2022 est modifié comme suit :

*Au lieu de* : Le jury d'examen sera composé comme suit :

- M. Heifara Cros, conseiller secourisme du haut-commissariat, *président du jury* ;
- M. Patrick Jeune, président de la délégation Croix blanche en Polynésie ;
- M. Gaston Tunoa, président de la Fédération polynésienne des sapeurs-pompiers ;
- Mme Marinella Hauata, formatrice pour l'Union départementale des premiers secours (UDPS 987).

Suppléants :

- M. Tristan Lambert, formateur pour la Fédération polynésienne des sapeurs-pompiers.

*Lire* : Le jury d'examen est modifié comme suit :

- M. Heifara Cros, conseiller secourisme du haut-commissariat, *président du jury* ;
- M. Patrick Jeune, président de la délégation Croix blanche en Polynésie ;
- M. Gaston Tunoa, président de la Fédération polynésienne des sapeurs-pompiers ;
- Mme Marinella Hauata, formatrice pour l'Union départementale des premiers secours (UDPS 987).

Suppléants :

- M. Eric Chatelain, formateur pour la Fédération polynésienne des sapeurs-pompiers.

Art. 3. — La directrice de cabinet du haut-commissaire et le directeur de la protection civile sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 août 2022.

Pour le secrétaire général chargé de l'administration  
de l'Etat en Polynésie française

et par délégation :

*La directrice de cabinet,*

Emilia HAVEZ.

# ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

### ARRETE n° 1509 CM du 5 août 2022 portant approbation des comptes exécutés de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers (CCISM) de la Polynésie française pour l'exercice 2021

NOR : DAE22201987AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des finances, de l'économie, en charge de l'énergie, de la protection sociale généralisée, de la coordination de l'action gouvernementale et des télécommunications,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements ;

Vu l'arrêté n° 1257 CM du 4 septembre 2000 modifié portant organisation de la Chambre de commerce d'industrie, des services et des métiers ;

Vu les comptes exécutés de l'année 2021 transmis par lettre n° SCL/YL/SG/494/ccism du 12 juillet 2022 ;

Vu la délibération n° 3-SCL/AG/ib/441/ccism portant approbation des documents relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2021 par l'assemblée générale ordinaire du 27 juin 2022 ;

Vu la délibération n° 2-SCL/AG/ib/440/ccism portant affectation du résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2021 par l'assemblée générale ordinaire du 27 juin 2022 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 août 2022,

Arrête :

Article 1er.— Sont approuvés les comptes exécutés de la Chambre de commerce d'industrie, des services et des métiers pour l'exercice 2021 qui se caractérisent par les données suivantes :

	PRODUITS	CHARGES	RESULTATS
Exploitation (en F CFP)	949 676 750	749 878 716	+ 199 798 034
Financier (en F CFP)	4 666 358	4 925 094	- 258 736
Exceptionnel (en F CFP)	1 684 313	72 496 080	- 70 811 767
TOTAL (en F CFP)	956 027 421	827 299 890	+ 128 727 531

Art. 2.— Le ministre des finances, de l'économie, en charge de l'énergie, de la protection sociale généralisée, de la coordination de l'action gouvernementale et des télécommunications, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 août 2022.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*

Jean-Christophe BOUISSOU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre des finances,*

*de l'économie,*

Yvonnick RAFFIN.

## ANNEXE 1.1 - RECAPITULATIF DES RESULTATS 2021 PAR SECTIONS ANALYTIQUES - COMPTES EXECUTES

LIBELLE	POLE PRESIDENCE ET ELUS	POLE DIRECTION	POLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER	POLE ENTREPRISES	POLE FORMATION	POLE ACTIVITES ANNEXES	POLE COMMISSIONS	POLE PROJETS TRANSVERSAUX	TOTAL comptes exécutés 2021	TOTAL comptes exécutés 2020	ECART 2021- 2020
<b>PRODUITS</b>											
Centimes additionnels	0	574 216 875	0	0	0	0	0	0	574 216 875	512 192 042	62 024 833
Production vendue	0	5 383 186	0	62 863 028	79 327 109	148 065 033	12 340 000	49 000	308 027 356	243 457 417	64 569 939
Ressources d'origine publique	0	477 000	0	13 082 841	20 393 275	0	2 490 110	-2 235 769	34 207 457	26 771 839	7 435 618
Reprises sur provisions, transfert de charges	2 585 017	1 037 716	12 700	921 598	11 851 123	16 786 284	0	0	33 194 438	15 277 928	17 916 510
Autres produits	0	0	0	30 515	98	11	0	0	30 624	73 001	-42 377
Produits financiers	0	0	4 048 551	0	617 807	0	0	0	4 666 358	5 030 622	-364 264
Produits exceptionnels	0	0	141 383	6 000	1 527 921	9 009	0	0	1 684 313	837 293	847 020
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>2 585 017</b>	<b>581 114 777</b>	<b>4 202 634</b>	<b>76 903 982</b>	<b>113 717 333</b>	<b>164 860 337</b>	<b>14 830 110</b>	<b>-2 186 769</b>	<b>956 027 421</b>	<b>803 640 142</b>	<b>152 387 279</b>
<b>CHARGES</b>											
Autres achats et charges externes	40 189 551	19 088 660	16 620 474	32 419 774	68 892 379	119 495 809	30 121 534	7 904 392	334 732 573	327 514 794	7 217 779
Impôts taxes et versement ass.	0	27 103	0	39 970	26 758	1 000	0	0	94 831	103 970	-9 139
Salaires et traitements	0	38 383 367	39 618 926	116 290 391	33 441 651	7 668 294	0	5 181 202	240 583 831	239 909 241	674 590
Charges sociales	18 000	11 628 515	11 803 040	35 198 804	10 049 942	2 281 259	0	1 615 981	72 595 541	73 736 913	-1 141 372
Dotations aux amortissements	433 355	1 796 361	961 766	12 752 219	22 179 272	19 509 790	16 301	4 378	57 653 442	65 942 587	-8 289 145
Dotations aux provisions s/actif circulant	0	0	0	33 500	0	0	0	0	33 500	1 031 410	-997 910
Dotations aux provisions risques	0	478 279	258 180	915 463	61 670	3 554 185	0	127 070	5 394 847	4 129 423	1 265 424
Autres charges	17 732 071	2 708 921	1 184 062	2 214 875	3 178 919	9 608 815	2 162 488	0	38 790 151	27 778 652	11 011 499
Dotations provisions dépréciation titres	387 596	0	0	0	0	0	0	0	387 596	2 992 284	-2 604 688
Charges financières	0	0	4 108 548	0	428 950	0	0	0	4 537 498	5 043 633	-506 135
Charges exceptionnelles	0	72 239 000	18 067	0	239 013	0	0	0	72 496 080	0	72 496 080
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>58 760 573</b>	<b>146 350 206</b>	<b>74 573 063</b>	<b>199 864 996</b>	<b>138 498 554</b>	<b>162 119 152</b>	<b>32 300 323</b>	<b>14 833 023</b>	<b>827 299 890</b>	<b>748 182 907</b>	<b>79 116 983</b>
<b>RESULTATS</b>	<b>-56 175 556</b>	<b>434 764 571</b>	<b>-70 370 429</b>	<b>-122 961 014</b>	<b>-24 781 221</b>	<b>2 741 185</b>	<b>-17 470 213</b>	<b>-17 019 792</b>	<b>128 727 531</b>	<b>55 457 235</b>	<b>73 270 296</b>



## ANNEXE 1.2 -BILAN DE LA CCISM AU 31 décembre 2021 - COMPTES EXECUTES

ACTIF		31/12/2021		31/12/2020		PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
ACTIF IMMOBILISE		Brut	Amort.	Net	Net			
ACTIF IMMOBILISE	<b>Immobilisations incorporelles</b>					<b>Ecart de réévaluation</b>		
	Frais de recherche et de développement Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	45 525 425	39 301 726	6 223 699	1 445 405	<b>Report à nouveau</b>	85 029 840	85 029 840
	<b>Immobilisations corporelles</b>					<b>Résultat de l'exercice</b>	1 219 508 498	1 164 051 263
	Terrains	320 311 480	566 426	319 745 054	319 816 617	<b>Subvention d'investissement</b>	128 727 531	55 457 235
	Constructions	1 124 074 713	558 949 551	565 125 162	594 372 076		611 305	1 503 533
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	24 436 422	23 015 123	1 421 299	836 148	<b>Total I</b>	<b>1 433 877 174</b>	<b>1 306 041 871</b>
	Autres immobilisations corporelles	331 620 547	266 846 131	64 774 416	53 962 501			
	Immobilisations corporelles en cours	12 908 051	0	12 908 051	5 229 480			
	<b>Immobilisations financières</b>					Provisions pour risques	416 959 367	355 073 099
	Participations	85 652 750	66 826 000	18 826 750	18 826 750	Provisions pour charges		
ACTIF CIRCULANT	Créances rattachées à des participations	65 000 000	3 379 880	61 620 120	57 007 716	<b>Total II</b>	<b>416 959 367</b>	<b>355 073 099</b>
	Prêts	1 916 858		1 916 858	1 823 340			
	Autres					Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	109 668 558	125 330 938
	<b>Stocks et en-cours</b>					Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	14 300 447	14 652 470
	Matières premières et autres approvisionnements			0	0	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	81 303 157	108 697 648
	<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>	100 000		100 000	0	Dettes fiscales et sociales	48 138 744	44 402 086
	<b>Créances</b>					Dettes sur immobilisations et cptes rattachés	4 398 392	1 457 737
	Créances clients et comptes rattachés	62 302 193	5 607 241	56 694 952	30 111 307	Autres dettes	5 875 954	3 304 186
	Autres	34 047 289	0	34 047 289	39 470 675	Produits comptabilisés d'avance	45 396 973	54 844 833
	<b>Disponibilités</b>	1 011 170 818		1 011 170 818	875 035 282	<b>Total III</b>	<b>309 082 225</b>	<b>352 689 898</b>
COMPTES	<b>Charges comptabilisées d'avance</b>	5 344 298		5 344 298	15 867 571			
	<b>Total II</b>	<b>1 112 964 598</b>	<b>5 607 241</b>	<b>1 107 357 357</b>	<b>960 484 835</b>			
	<b>Charges à répartir sur plusieurs exercices</b>							
	<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>3 124 410 844</b>	<b>964 492 078</b>	<b>2 159 918 766</b>	<b>2 013 804 868</b>	<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>	<b>2 159 918 766</b>	<b>2 013 804 868</b>

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### PRESIDENCE

#### ARRETE n° 677 PR du 10 août 2022 portant octroi d'une aide financière à Mme Vairani Cathalina Vanaa

NOR : SDR22507159AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2021-124 APF du 2 décembre 2021 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2022 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de Mme Vairani Cathalina Vanaa réceptionnée le 11 janvier 2022 et réputée complète le 7 mars 2022 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 8 mars 2022,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 2 420 518 F CFP (*deux millions quatre cent vingt mille cinq cent dix-huit francs CFP*) est attribuée à Mme Vairani Cathalina Vanaa (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017). Mme Vairani Cathalina Vanaa, née le 11 septembre 1985 à Papeete - Tahiti, est exploitante agricole à Tahiti, carte professionnelle CAPL n° 2021-CM-0285.

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majoré pour la filière vanille) du montant des dépenses éligibles selon les indications ci-après :

- dépenses éligibles : 3 457 883 F CFP ;
- aide : 2 420 518 F CFP.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, mission 905, AP 70-2022, AE 59-2022, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par Vanille de Tahiti, fournisseur de l'équipement agricole et d'agro-transformation, suivant les termes d'une convention qui sera signée par la bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

La bénéficiaire s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

La bénéficiaire de l'aide s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut être versée auprès du fournisseur, à la publication de l'arrêté.

Une deuxième tranche correspondant à 40 % du montant de l'aide est versée au fournisseur après versement de la quote-part du bénéficiaire.

Le solde est versé après réalisation de l'investissement.

Art. 4. — Le fournisseur et prestataire dispose d'un délai de 3 mois, après la livraison et réalisation de la prestation et à compter de la date figurant sur la facture signée par la bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe la bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée

avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7.— Mme Vairani Cathalina Vanaa s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage également à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition.

Art. 8.— Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9.— Le ministre de l'agriculture, du foncier, en charge du domaine et de la recherche, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Vairani Cathalina Vanaa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 août 2022.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'agriculture,  
du foncier,*  
Tearii Te Moana ALPHA.

**ARRETE n° 678 PR du 10 août 2022 portant octroi  
d'une aide financière à Mlle Myrna Tetua Tikare**

NOR : SDR22506309AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2021-124 APF du 2 décembre 2021 modifié approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2022 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de Mlle Myrna Tetua Tikare réceptionnée le 10 janvier 2022 et réputée complète le 13 mai 2022,

Arrête :

Article 1er.— Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 1 595 813 F CFP (*un million cinq cent quatre-vingt-quinze mille huit cent treize francs CFP*) est attribuée à Mlle Myrna Tetua Tikare (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017). Mlle Myrna Tetua Tikare, née le 27 novembre 1969 à Papeete, Tahiti, est exploitante agricole à Tahiti, carte professionnelle CAPL n° 2021-CM-433.

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majoré pour la filière vanille) du montant des dépenses éligibles selon les indications ci-après :

- dépenses éligibles : 2 279 733 F CFP ;
- aide : 1 595 813 F CFP.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, mission 905, AP 70-2022, AE 59-2022, article 204.

Art. 3.— L'aide est versée sur le compte ouvert par Vanille de Tahiti, fournisseur de l'équipement agricole et d'agro-transformation, suivant les termes d'une convention qui sera signée par la bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

La bénéficiaire s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

La bénéficiaire de l'aide s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut être versée auprès du fournisseur, à la publication de l'arrêté.

Une deuxième tranche correspondant à 40 % du montant de l'aide est versée au fournisseur après versement de la quote-part du bénéficiaire.

Le solde est versé après réalisation de l'investissement.

Art. 4.— Le fournisseur du matériel ou prestataire dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et réalisation de la prestation et à compter de la date figurant sur la facture signée par la bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5.— Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6.— Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe la bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7.— Mlle Myrna Tetua Tikare s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage également à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition.

Art. 8.— Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9.— Le ministre de l'agriculture, du foncier, en charge du domaine et de la recherche, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mlle Myrna Tetua Tikare et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 août 2022.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'agriculture,  
du foncier,*  
Tearii Te Moana ALPHA.

**ARRETE n° 679 PR du 10 août 2022 portant octroi d'une aide financière à Mme Sylvanie Vanfaut épouse Tuiho**

NOR : SDR22507080AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2021-124 APF du 2 décembre 2021 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2022 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de Mme Sylvanie Vanfaut épouse Tuiho réceptionnée le 12 juillet 2021 et réputée complète le 7 mars 2022 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 8 mars 2022,

Arrête :

Article 1er.— Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 2 420 518 F CFP (*deux millions quatre cent vingt mille cinq cent dix-huit francs CFP*) est attribuée à Mme Sylvanie Vanfaut épouse Tuiho (aide type 2 de la loi du pays



n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). Mme Sylvanie Vanfaut épouse Tuiho, née le 18 décembre 1987 à Papeete - Tahiti, est exploitante agricole à Tahiti, carte professionnelle CAPL n° 2021-CM-319.

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majoré pour la filière vanille) du montant des dépenses éligibles selon les indications ci-après :

- dépenses éligibles : 3 457 883 F CFP ;
- aide : 2 420 518 F CFP.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, mission 905, AP 70-2022, AE 59-2022, article 204.

Art. 3.— L'aide est versée sur le compte ouvert par Vanille de Tahiti, fournisseur de l'équipement agricole et d'agro-transformation, suivant les termes d'une convention qui sera signée par la bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

La bénéficiaire s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

La bénéficiaire de l'aide s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut être versée auprès du fournisseur, à la publication de l'arrêté.

Une deuxième tranche correspondant à 40 % du montant de l'aide est versée au fournisseur après versement de la quote-part du bénéficiaire.

Le solde est versé après réalisation de l'investissement.

Art. 4.— Le fournisseur et prestataire dispose d'un délai de 3 mois, après la livraison et réalisation de la prestation et à compter de la date figurant sur la facture signée par la bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5.— Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6.— Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de

l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe la bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7.— Mme Sylvanie Vanfaut épouse Tuiho s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage également à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition.

Art. 8.— Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9.— Le ministre de l'agriculture, du foncier, en charge du domaine et de la recherche, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Sylvanie Vanfaut épouse Tuiho et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 août 2022.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de l'agriculture,*  
*du foncier,*  
Tearii Te Moana ALPHA.

**ARRETE n° 680 PR du 10 août 2022 portant prorogation de la validité de décision pour une période d'un an de l'arrêté n° 839 PR du 26 octobre 2020**

NOR : SDR22508556AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2021-124 APF du 2 décembre 2021 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2022 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 839 PR du 26 octobre 2020 portant octroi d'une aide financière à M. Tagihorau Geoffrey Teuhi ;

Vu la notification de l'arrêté n° 839 PR du 26 octobre 2020, portant octroi d'une aide financière à M. Tagihorau Geoffrey Teuhi, en date du 30 novembre 2020 ;

Vu la demande de prolongation de délai en date du 27 juin 2022,

Arrête :

Article 1er.— Le délai de validité de l'arrêté n° 839 PR du 26 octobre 2020 est prorogé pour une période d'un (1) an.

Art. 2.— Le ministre de l'agriculture, du foncier, en charge du domaine et de la recherche, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Tagihorau Geoffrey Teuhi et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 août 2022.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'agriculture,  
du foncier,  
Tearii Te Moana ALPHA.*

**ARRETE n° 681 PR du 10 août 2022 abrogeant l'arrêté n° 828 PR du 22 octobre 2020 portant octroi d'une aide financière à Mme Helga Smith épouse Teriitemoehaa**

NOR : SDR22507810AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu l'arrêté n° 655 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, du foncier, en charge du domaine et de la recherche ;

Vu la délibération n° 2019-99 APF du 3 décembre 2020 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2020 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 828 R du 22 Octobre 2020 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de Mme Helga Smith épouse Teriitemoehaa ;

Vu la demande de renonciation en date du 13 Juillet 2022 formulée par Mme Helga Smith épouse Teriitemoehaa,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 828 PR du 22 octobre 2020 portant octroi d'une aide financière à Mme Helga Smith épouse Teriitemoehaa est abrogé.

Art. 2.— Le ministre de l'agriculture, du foncier, en charge du domaine et de la recherche, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Helga Smith épouse Teriitemoehaa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 août 2022.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'agriculture,  
du foncier,  
Tearii Te Moana ALPHA.*

**ARRETE n° 682 PR du 10 août 2022 modifiant l'arrêté n° 892 PR du 2 novembre 2021 portant octroi d'une aide financière à Mme Tutana Maiterai épouse Pani**

NOR : SDR22507097AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2021-124 APF du 2 décembre 2021 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2022 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 892 PR du 2 novembre 2021 portant octroi d'une aide financière à Mme Tutana Maiteraï épouse Pani ;

Vu la notification de l'arrêté n° 892 PR du 2 novembre 2021 portant octroi d'une aide financière à Mme Tutana Maiteraï épouse Pani, en date du 23 novembre 2021 ;

Vu la demande de modification en date du 20 juin 2022,

Arrête :

Article 1er.— L'article 3 de l'arrêté n° 892 PR du 2 novembre 2021 sus-visé est remplacé comme suit :

“L'aide est versée sur le compte ouvert par l'EURL EPC, le prestataire, suivant les tenues d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le prestataire et la Polynésie française.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut être versée auprès du prestataire, après présentation d'un justificatif attestant le versement de la quote-part du bénéficiaire.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Il s'engage également à signer la facture correspondant à la réalisation de la prestation subventionnée auprès du prestataire.

Les tranches restantes ou totalité de l'aide sont versées au prestataire sur présentation de(s) (la) facture(s) acquittée(s) justifiant la réalisation complète de la prestation”.

Art. 2.— Le reste sans changement.

Art. 3.— Le ministre de l'agriculture, du foncier, en charge du domaine et de la recherche, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Tutana Maiteraï épouse Pani et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 août 2022.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'agriculture,*

*du foncier,*

Tearii Te Moana ALPHA.

**ARRETE n° 685 PR du 10 août 2022 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance, en charge des sports**

NOR : SGG22508883AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 144 PR du 23 février 2022 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance, en charge des sports,

Arrête :

Article 1er.— M. Jean-Christophe Bouissou, vice-président du gouvernement, ministre du logement, de l'aménagement, en charge des transports interinsulaires, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministre de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance, en charge des sports, pendant l'absence de M. Naea Bennett, le 10 août 2022.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 août 2022.

Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 687 PR du 10 août 2022 portant prorogation de la validité de décision pour une période d'un an de l'arrêté n° 293 PR du 14 mai 2020 portant octroi d'une aide financière à M. Léonard Tepa Tehina**

NOR : SDR22507864AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2021-124 APF du 2 décembre 2021 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2022 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 293 R du 14 mai 2020 portant octroi d'une aide financière à M. Léonard Tepa Tehina ;

Vu la notification de l'arrêté n° 293 PR du 14 mai 2020 portant octroi d'une aide financière à M. Léonard Tepa Tehina, en date du 24 juillet 2020 ;

Vu la demande de prolongation de délai en date du 2 mai 2022,

Arrête :

Article 1er. — Le délai de validité de l'arrêté n° 293 PR du 14 mai 2020 portant octroi d'une aide financière à M. Léonard Tepa Tehina est prorogé pour une période d'un (1) an.

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture, du foncier, en charge du domaine et de la recherche, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Léonard Tepa Tehina et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 août 2022.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'agriculture,  
du foncier,  
Tearii Te Moana ALPHA.*

**ARRETE n° 688 PR du 10 août 2022 portant octroi d'une aide financière à M. Claude Louis Paul Brun**

NOR : SDR2160624AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu l'arrêté n° 655 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, du foncier, en charge du domaine et de la recherche ;

Vu la délibération n° 2020-73 APF du 3 décembre 2020 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2021 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'une aide financière de M. Claude Louis Paul Brun réceptionnée le 16 Juin 2021 et réputée complète le 5 juillet 2022 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 22 juillet 2021,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 3 213 389 F CFP (*trois millions deux cent treize mille trois cent quatre-vingt-neuf francs CFP*) est attribuée à M. Claude Louis Paul Brun (aide type II de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017). M. Claude Louis Paul Brun, né le 9 juin 1953 à Tarascon (13), est exploitant forestier à Tumaraa - Raiatea.

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majoré pour filière bois) du montant des dépenses éligibles hors-taxes selon les indications ci-après :

- dépenses éligibles : 4 590 556 F CFP ;
- taux d'aide : 70 % ;
- aide : 3 213 389 F CFP.



Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au centre de travail 740, mission 905, AP 141-2021, AE 82-2021, article 204.

Art. 3.— L'aide est versée sur le compte ouvert par M. Claude Louis Paul Brun, le bénéficiaire de l'aide, selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 % à la notification de l'arrêté accordant l'aide et sur présentation de(s) bon(s) de commande correspondant aux dépenses prévues ;
- les tranches restantes et le solde de l'aide en fonction de l'avancement réel de l'opération, après justification de l'utilisation de l'avance et sur présentation de(s) facture(s) acquittée(s) correspondant aux dépenses prévues réalisées.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 4.— Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 5.— Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, l'autorité compétente peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder 12 mois.

Art. 6.— M. Claude Louis Paul Brun s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage également à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition.

Art. 7.— Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;

- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 8.— Le ministre de l'agriculture, du foncier, en charge du domaine et de la recherche, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Claude Louis Paul Brun et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 août 2022.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'agriculture,*

*du foncier,*

Tearii Te Moana ALPHA.

**ARRETE n° 689 PR du 10 août 2022 portant octroi d'une aide financière à Mme Tania Ly épouse Teuira**

NOR : SDR22507087AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2021-124 APF du 2 décembre 2021 modifié approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2022 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de Mme Tania Ly épouse Teuira réceptionnée le 27 septembre 2021 et réputée complète le 8 février 2022 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 8 mars 2022,

## Arrête :

Article 1er.— Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 2 420 518 F CFP (*deux millions quatre cent vingt mille cinq cent dix-huit francs CFP*) est attribuée à Mme Tania Ly épouse Teuira (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017). Mme Tania Ly épouse Teuira, née le 28 février 1992 à Uturoa - Raiatea, est exploitante agricole à Tahaa, carte professionnelle CAPL n° 2022-CM-043.

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majoré pour la filière vanille) du montant des dépenses éligibles selon les indications ci-après :

- dépenses éligibles : 3 457 883 F CFP ;
- aide : 2 420 518 F CFP.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, mission 905, AP 70-2022, AE 59-2022, article 204.

Art. 3.— L'aide est versée sur le compte ouvert par Vanille de Tahiti, fournisseur de l'équipement agricole et d'agro-transformation, suivant les termes d'une convention qui sera signée par la bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

La bénéficiaire s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

La bénéficiaire de l'aide s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut être versée auprès du fournisseur, à la publication de l'arrêté.

Une deuxième tranche correspondant à 40 % du montant de l'aide est versée au fournisseur après versement de la quote-part du bénéficiaire.

Le solde est versé après réalisation de l'investissement.

Art. 4.— Le fournisseur et prestataire dispose d'un délai de 3 mois, après la livraison et réalisation de la prestation et à compter de la date figurant sur la facture signée par la bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5.— Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6.— Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe la bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7.— Mme Tania Ly épouse Teuira s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage également à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition.

Art. 8.— Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9.— Le ministre de l'agriculture, du foncier, en charge du domaine et de la recherche, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Tania Ly épouse Teuira et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 août 2022.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'agriculture,  
du foncier,*  
Tearii Te Moana ALPHA.

**ARRETE n° 690 PR du 10 août 2022 portant octroi d'une aide financière à Mme Christel Laughlin épouse Bernadino**

NOR : SDR22507096AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2021-124 APF du 2 décembre 2021 modifié approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2022 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de Mme Christel Laughlin épouse Bernadino réceptionnée le 12 janvier 2022 et réputée complète le 7 mars 2022 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 8 mars 2022,

#### Arrête :

Article 1er.— Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 3 496 094 F CFP (*trois millions quatre cent quatre-vingt-seize mille quatre-vingt-quatorze francs CFP*) est attribuée à Mme Christel Laughlin épouse Bernadino (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017). Mme Christel Laughlin épouse Bernadino, née le 29 août 1961 à Afaahiti - Tahiti, est exploitante agricole à Tahiti, carte professionnelle CAPL n° 2021-CM-668.

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majoré pour la filière vanille) du montant des dépenses éligibles selon les indications ci-après :

- dépenses éligibles : 4 994 420 F CFP ;
- aide : 3 496 094 F CFP.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, mission 905, AP 70-2022, AE 59-2022, article 204.

Art. 3.— L'aide est versée sur le compte ouvert par Hapaiarai, fournisseur de l'équipement agricole et d'agro-transformation, suivant les termes d'une convention qui sera signée par la bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

La bénéficiaire s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

La bénéficiaire de l'aide s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut être versée auprès du fournisseur, après versement de la quote-part du bénéficiaire.

Le solde est versé après réalisation de l'investissement.

Art. 4.— Le fournisseur et prestataire dispose d'un délai de 3 mois, après la livraison et réalisation de la prestation et à compter de la date figurant sur la facture signée par la bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5.— Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6.— Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe la bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7.— Mme Christel Laughlin épouse Bernadino s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage également à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition.

Art. 8.— Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;

- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9.— Le ministre de l'agriculture, du foncier, en charge du domaine et de la recherche, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Christel Laughlin épouse Bernadino et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 août 2022.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'agriculture,  
du foncier,  
Tearii Te Moana ALPHA.*

**VICE-PRESIDENCE,  
MINISTÈRE DU LOGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT**

**ARRETE n° 8557 VP du 9 août 2022 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public aéroportuaire de Hikueru au profit de M. Pierre Tuteirihia**

NOR : DAC22505777AM-1

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du logement, de l'aménagement, en charge des transports interinsulaires,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 653 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du logement, de l'aménagement, en charge des transports interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 331 CM du 20 février 2008 modifié relatif à la direction de l'aviation civile ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 514 CM du 15 mai 1996 approuvant le cahier des charges applicable aux autorisations d'occupation temporaire de dépendances du domaine public aéroportuaire et le formulaire de demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public aéroportuaire ;

Vu l'arrêté n° 1277 CM du 30 juillet 2010 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation temporaire d'emplacements dépendant des aérodromes du pays ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire de M. Tuteirihia en date du 10 mars 2022,

Arrête :

Article 1er.— L'occupation temporaire d'un emplacement de 40 m<sup>2</sup> du domaine public aéroportuaire de Hikueru (archipel des Tuamotu), parcelle cadastrée section HI n° 38, est autorisée au profit de M. Pierre Tuteirihia.

Cette autorisation est destinée à l'exploitation commerciale d'un stand de restauration ambulant situé hors de l'aérogare.

Art. 2.— La présente autorisation est consentie pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, sous les clauses, modalités et conditions d'un cahier des charges que l'occupant s'engage à respecter. Un plan d'occupation est joint au cahier des charges.

Art. 3.— La présente autorisation est résiliée dès lors que le premier terme de la redevance et les frais y afférents n'auront pas été payés dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— La redevance annuelle d'occupation s'élève à *douze mille francs CFP* (12 000 F CFP), comme fixée par l'arrêté n° 1277 CM du 30 juillet 2010.

L'occupant s'oblige à payer cette redevance d'avance en début d'année à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Le montant de la redevance annuelle sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public aéroportuaire.

En cas de versement tardif des redevances, quelle qu'en soit la cause, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par les textes en vigueur.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, la personne qui occupe sans titre un emplacement du domaine public est tenue de verser une indemnité pour occupation sans titre, correspondant *a minima* à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée, majorée de cent pour cent (100 %).



Cette indemnité est calculée sur la base de la redevance mentionnée ci-dessus, pour toute la durée d'occupation sans autorisation, soit à compter du 17 avril 2022, jusqu'à la veille de la date de publication du présent arrêté. Cette indemnité est payable à compter de la publication du présent arrêté.

Le paiement de l'indemnité ci-dessus doit intervenir dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 6.— Les frais et droits d'enregistrement du présent arrêté, du cahier des charges et des documents y annexés seront à la charge de l'occupant.

Art. 7.— A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public aéroportuaire devront être enlevées par le bénéficiaire, à ses frais, et sous sa responsabilité, sans aucune indemnité.

Art. 8.— La direction de l'aviation civile de la Polynésie française est chargée du respect des termes du présent arrêté et des modalités du cahier des charges afférent.

Art. 9.— Le vice-président, ministre du logement, de l'aménagement, en charge des transports interinsulaires, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 août 2022.  
Jean-Christophe BOUISSOU.

**ARRETE n° 8584 VP du 10 août 2022 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Aranui 5 à desservir l'île de Hikueru lors de ses voyages n° 19 du 10 septembre 2022 et n° 22 du 22 octobre 2022**

NOR : DAM22508815AM-1

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du logement, de l'aménagement, en charge des transports interinsulaires,

Vu la loi organique n° 2004-102 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 653 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaire ;

Vu la loi du pays n° 2016-3 du 25 février 2016 relative à l'organisation du transport interinsulaire maritime et aérien ;

Vu la délibération n° 2017-124 APF du 14 décembre 2017 modifiée relative à la licence d'exploitation et aux obligations de service public dans le transport maritime interinsulaire ;

Vu l'arrêté n° 210 CM du 15 février 2018 modifié relatif aux autorisations dans le cadre du transport maritime interinsulaire ;

Vu l'arrêté n° 13573 MLA du 17 décembre 2018 portant octroi d'une licence d'exploitation à la SA Compagnie polynésienne de transport maritime (CPTM) pour l'exploitation du navire Aranui 5 ;

Vu la demande de la SA Compagnie polynésienne de transport maritime (CPTM) en date du 21 juillet 2022,

Arrête :

Article 1er.— A titre exceptionnel, le navire Aranui 5, exploité par la SA Compagnie polynésienne de transport maritime (CPTM), est autorisé à desservir l'île de Hikueru lors de ses voyages n° 19 du 10 septembre 2022 et n° 22 du 22 octobre 2022.

Cette escale étant effectué uniquement dans le cadre touristique et culturel, aucun transport de fret n'est autorisé.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 août 2022.  
Jean-Christophe BOUISSOU.

**ARRETE n° 8585 VP du 10 août 2022 arrêté portant octroi d'une licence d'exploitation à la SAS Société de navigation polynésienne (SNP) pour l'exploitation du navire Hava'i**

NOR : DAM22507045AM-1

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du logement, de l'aménagement, en charge des transports interinsulaires,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des transports ;

Vu la loi n° 66-420 du 18 juin 1966 modifiée sur les contrats d'affrètement et de transport maritimes ;

Vu la loi n° 83-581 du 5 juillet 1983 modifiée sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution, ensemble le décret n° 84-810 du 30 août 1984 modifié sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution et l'arrêté du 23 novembre 1987 modifié relatif à la sécurité des navires et son règlement annexé ;

Vu la loi du pays n° 2016-03 du 25 février 2016 modifiée relative à l'organisation du transport interinsulaire maritime et aérien ;

Vu la délibération n° 2017-124 APF du 14 décembre 2017 modifiée relative à la licence d'exploitation et aux obligations de service public dans le transport maritime interinsulaire ;

Vu l'arrêté n° 1400 CM du 24 septembre 2015 arrêtant le schéma directeur des déplacements durables interinsulaire 2015-2025 de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 209 CM du 15 février 2018 modifié fixant la répartition des îles desservies par les navires titulaires d'une licence d'exploitation dans le cadre du transport maritime interinsulaire ;

Vu l'arrêté n° 210 CM du 15 février 2018 modifié relatif aux autorisations dans le cadre du transport maritime interinsulaire ;

Vu l'arrêté n° 211 CM du 15 février 2018 modifié relatif à la fixation de la durée de la licence d'exploitation dans le cadre du transport maritime interinsulaire ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 15 février 2018 modifié relatif aux documents obligatoires à fournir dans le cadre du transport maritime interinsulaire ;

Vu la demande de licence d'exploitation formulée par la SAS Société de navigation polynésienne (SNP) en date du 20 juin 2022 ;

Considérant la nécessaire prise en compte de l'intérêt général que représente la desserte maritime interinsulaire des îles de Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Une licence d'exploitation est accordée à la SAS Société de navigation polynésienne (SNP), ci-après dénommé "l'exploitant", pour l'exploitation du navire Hava'i pour la desserte maritime régulière des îles des ISLV (Huahine, Raiatea, Tahaa et Bora Bora).

Les fréquences de touchées des îles desservies et les autres obligations de service public spécifiques auxquelles est soumis l'exploitant sont fixées en annexe 1 au présent arrêté.

Art. 2.— Le port base du navire Hava'i est Papeete (Tahiti). Les caractéristiques principales du navire sont présentées en annexe 2 au présent arrêté.

Art. 3.— Conformément aux dispositions de l'arrêté n° 211 CM du 15 février 2018 modifié susvisé, l'exploitant s'engage à exploiter le navire Hava'i pendant une durée de quinze (15) années à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Le navire devra être mis en service au plus tard le 31 décembre 2023, sous peine de caducité de la licence d'exploitation.

Art. 4.— L'activité de transport s'effectue aux risques et périls de l'exploitant, la Polynésie française déclinant toute responsabilité en cas de déficit d'exploitation.

Art. 5.— En application de la délibération n° 2017-124 APF du 14 décembre 2017 modifiée susvisée, l'exploitant doit notamment respecter les obligations de service public générales définies ainsi que les obligations de service public spécifiques mentionnées à l'article 1er ci-dessus.

Art. 6.— Conformément aux dispositions de la délibération n° 2017-124 APF du 14 décembre 2017 modifiée et de l'arrêté n° 212 CM du 15 février 2018 modifié susvisés, l'exploitant doit :

- fournir tout document requis dans le cadre du transport maritime intérieur, notamment le permis de navigation à jour du navire, la fiche de mouvements du navire de chaque voyage effectué, les manifestes et documents annexes ;
- fournir avant le 15 de chaque mois, le planning prévisionnel glissant sur 3 mois pour une bonne information des usagers et de l'administration. Une saisie directe du planning de desserte est privilégiée sur le téléservice Revatua ;
- déposer annuellement, au plus tard à la fin du 4e mois suivant la clôture des comptes, ses comptes sociaux complets de l'exercice écoulé (compte de résultat, bilan, annexes) ainsi qu'un rapport d'activité de l'année écoulée avec les statistiques relatives à son activité ;
- informer, dans les meilleurs délais, la direction polynésienne des affaires maritimes de tout incident ou changement relative à son entreprise, à son navire et à l'exploitation de la licence d'exploitation et fournir les justificatifs correspondants (notamment extrait Kbis, rapport de mer, rapport de visite).

Art. 7.— En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant est passible des sanctions prévues à l'article LP. 11 de la loi du pays n° 2016-03 du 25 février 2016 modifiée susvisée, et à l'article 7 de la délibération n° 2017-124 APF du 14 décembre 2017 modifiée susvisée.

Art. 8.— Le vice-président, ministre du logement, de l'aménagement, en charge des transports interinsulaires, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 août 2022.  
Jean-Christophe BOUISSOU.

ANNEXE 1 : Obligations de service public spécifiquesIles desservies et fréquence minimum de desserte :

Iles	Nombre de rotations minimum
Huahine, Raiatea, Tahaa, Bora Bora	2 fois par semaine (lundi et mercredi) Soit 98 rotations minimum par an

Obligations liées aux horaires :

Les opérations de chargement et de déchargement doivent intervenir entre 5 h et 21 h au plus tard afin de permettre aux populations de récupérer leurs marchandises dans de bonnes conditions, sauf si l'armateur possède à destination des locaux ou hangars surveillés où il stockera les marchandises à la température de conservation réglementaire en attente de leur destinataire.

Obligations liées aux informations des usagers :

- horaires à afficher dans chaque île au guichet ou bureau de la compagnie maritime ;
- fournir à la Direction polynésienne des affaires maritimes (DPAM), avant le 15 de chaque mois, un planning prévisionnel glissant sur trois (3) mois du navire HAVA'I. Ce planning fera l'objet d'une saisie sur le téléservice REVATUA.
- prévenir la Direction polynésienne des affaires maritimes (DPAM) et les mairies de toutes modifications de programmes ou d'horaires deux semaines au préalable ;
- prévenir la Direction polynésienne des affaires maritimes (DPAM) et les mairies des arrêts techniques programmés (carénage, visites périodiques...) 6 mois avant la date d'arrêt du navire HAVA'I ;
- prévenir la Direction polynésienne des affaires maritimes (DPAM) des arrêts techniques non programmés suite à un événement de mer (pannes, incidents divers...) le jour même ou au plus tard le lendemain.

Obligations liées à la qualité de service :

L'exploitant du navire HAVA'I doit faire en sorte, en cohérence avec les exploitants des navires desservant les mêmes îles, que les îles de Huahine, Raiatea, Tahaa et Bora Bora soient desservies au moins tous les deux jours.

Le service instructeur peut faire modifier les plannings de desserte du navire en conséquence.



ANNEXE 2 : Caractéristiques principales du navire

<i>Nom du navire</i>	HAVA'I
<i>Identification du navire</i>	PY : en cours N° IMO : 9375898
<i>Typologie</i>	Navire de charge - Cargo
<i>Date de fin de construction</i>	2007
<i>Date de mise en exploitation en Polynésie française</i>	2023
<i>Port en lourd</i>	3 017 tonnes
<i>Longueur</i>	86,54 mètres
<i>Largeur</i>	12,80 mètres
<i>Tirant d'eau</i>	5,54 mètres
<i>Motorisation principale</i>	1 x 1 980 kW (soit 1 x 2 693 ch)
<i>Motorisation auxiliaire</i>	2 x 296 kW
<i>Vitesse de croisière du navire</i>	11,5 nœuds
<i>Consommation de carburant à la vitesse de croisière</i>	341 litres/heure
<i>Capacité commerciale de transport</i>	Nombre de passagers : 0
	Fret : 1 280 tonnes (ou 3 036 m3)
	Congelé/réfrigéré : 396 m3 (12 conteneurs 20')
<i>Capacité des soutes</i>	Carburant de bord : 51 320 litres Commerciale : 149 080 litres
<i>Capacité de levage :</i>	Grue principale : 35 tonnes Grue secondaire : 35 tonnes



**MINISTÈRE DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE****ARRETE n° 8562 MEF/DGAE du 9 août 2022 portant extension de 2 brevets français**

NOR : DAE22508834AM

Le ministre des finances, de l'économie, en charge de l'énergie, de la protection sociale généralisée, de la coordination de l'action gouvernementale et des télécommunications,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 717 PR du 17 septembre 2020 modifié relatif aux attributions du ministre des finances, de l'économie, en charge de l'énergie, de la protection sociale généralisée, de la coordination de l'action gouvernementale et des télécommunications ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine Bazile en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 9019 MEF du 21 septembre 2020 modifié portant délégation de signature à Mme Sabine Bazile en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle" ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2022-03 du 21 janvier 2022 vol. 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3112610 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2022-04 du 28 janvier 2022 vol. 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3112861 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 15 NS du 10 février 2022 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3112610 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 17 NS du 16 février 2022 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3112861 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2022-31 du 5 août 2022 ayant publié la délivrance de 2 brevets objet du présent arrêté d'extension,

Arrête :

Article 1er.— Les titres de propriété industrielle enregistrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans le BOPI et le JOPF susvisés, et listés dans le tableau ci-dessous, sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Numéro de la demande	Numéro d'enregistrement du brevet	Date dépôt demande d'extension	Demandeur	Mandataire (le cas échéant)	Références BOPI publication demande d'extension	Références JOPF publication demande d'extension
FR3112610	2007434	15/07/2020	VEOLIA ENVIRONNEMENT	CABINET BEAU DE LOMENIE	BOPI 2022-03 du 21/01/2022	JOPF n° 15 NS du 10/02/2022 p.1135
FR3112861	2007923	27/07/2020	LIMATECH	DEBAY IP	BOPI 2022-04 du 28/01/2022	JOPF n° 17 NS du 16/02/2022 p.1391

Art. 2.— La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 août 2022.

Pour le ministre et par délégation :

*La directrice adjointe des affaires économiques,*  
Catherine COLOMBET.

**ARRETE n° 8563 MEF/DGAE du 9 août 2022 portant extension de 10 brevets français**

NOR : DAE22508608AM

Le ministre des finances, de l'économie, en charge de l'énergie, de la protection sociale généralisée, de la coordination de l'action gouvernementale et des télécommunications,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 717 PR du 17 septembre 2020 modifié relatif aux attributions du ministre des finances, de l'économie, en charge de l'énergie, de la protection sociale généralisée, de la coordination de l'action gouvernementale et des télécommunications ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine Bazile en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 9019 MEF du 21 septembre 2020 modifié portant délégation de signature à Mme Sabine Bazile en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle" ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2019-46 du 15 novembre 2019 vol. 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3081019 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2020-25 du 19 juin 2020 vol. 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3089782 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2020-37 du 11 septembre 2020 vol. 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3093498 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2021-04 du 29 janvier 2021 vol. 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3099071 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2021-35 du 3 septembre 2021 vol. 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3107713 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2021-46 du 19 novembre 2021 vol. 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3110087 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2021-51 du 24 décembre 2021 vol. 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3111680 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2021-52 du 31 décembre 2021 vol. 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3111823 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2022-01 du 7 janvier 2022 vol. 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3112253 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2022-04 du 28 janvier 2022 vol. 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3112900 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 80 NS du 11 décembre 2019 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3081019 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 84 NS du 23 juillet 2020 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3089782 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 103 NS du 13 septembre 2020 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3093498 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 20 NS du 16 février 2021 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3099071 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 98 NS du 27 septembre 2021 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3107713 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 133 NS du 8 décembre 2021 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3110087 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 1 NS du 10 janvier 2022 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3111680 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 8 NS du 27 janvier 2022 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3111823 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 8 NS du 27 janvier 2022 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3112253 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 17 NS du 16 février 2022 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3112900 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2022-30 du 29 juillet 2022 ayant publié la délivrance de 10 brevets objet du présent arrêté d'extension,

Arrête :

Article 1er.— Les titres de propriété industrielle enregistrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans le BOPI et le JOPF susvisés, et listés dans le tableau ci-dessous, sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Numéro de la demande	Numéro d'enregistrement du brevet	Date dépôt demande d'extension	Demandeur	Mandataire (le cas échéant)	Références BOPI publication demande d'extension	Références JOPF publication demande d'extension
FR3081019	1853967	09/05/2018	TERGYS	IPSIDE	BOPI 2019-46 du 15/11/2019	JOPF n° 80 NS du 11/12/2019 p.9892
FR3089782	1872858	13/12/2018	LYRA FRANCE	CASALONGA	BOPI 2020-25 du 19/06/2020	JOPF n° 84 NS du 23/07/2020 p.6056
FR3093498	1902284	06/03/2019	DECATHLON	BEAU DE LOMENIE	BOPI 2020-37 du 11/09/2020	JOPF n° 103 NS du 16/09/2020 p.7939
FR3099071	1908378	24/07/2019	INSECT PEST CONTROL	POCHART FRANCOIS	BOPI 2021-04 du 29/01/2021	JOPF n° 20 NS du 16/02/2021 p. 2014
FR3107713	2002031	28/02/2020	ACROIX CITY SAINT HERBLAIN	LAVOIX	BOPI 2021-35 du 03/09/2021	JOPF n° 98 NS du 27/09/2021 p.6214
FR3110087	2004979	18/05/2020	BONVALLAT PIERRE	CABINET PONCET	BOPI 2021-46 du 19/11/2021	JOPF n° 133 NS du 08/12/2021 p.8689
FR3111680	2006365	18/06/2020	GEWISS FRANCE	LAVOIX	BOPI 2021-51 du 24/12/2021	JOPF n° 1 NS du 10/01/2022 p.237
FR3111823	2011216	02/11/2020	OOO "PARITET-TSENTR"	CABINET BLEGER-RHEIN-POUPON	BOPI 2021-52 du 31/12/2021	JOPF n° 8 NS du 27/01/2022 p.466
FR3112253	2007126	06/07/2020	ECOSUN INNOVATION	AUBENARD	BOPI 2022-01 du 07/01/2022	JOPF n° 8 NS du 27/01/2022 p.542
FR3112900	2007906	27/07/2020	LIMATECH	DEBAY IP	BOPI 2022-04 du 28/01/2022	JOPF n° 17 NS du 16/02/2022 p.1391

Art. 2.— La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 août 2022.

Pour le ministre et par délégation :

*La directrice adjointe des affaires économiques,*  
Catherine COLOMBET.

**MINISTERE DE LA CULTURE,  
DE L'ENVIRONNEMENT,  
DES RESSOURCES MARINES**

**ARRETE n° 8540 MCE/DRM du 9 août 2022 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Joséphine Teapiki épouse Teakarotu, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 301)**

NOR : DRM22508540AM

Le ministre de la culture, de l'environnement, des ressources marines, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 657 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de la culture, de l'environnement, des ressources marines, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 2000 MCE du 11 mars 2022 modifié portant délégation de signature du ministre de la culture, de l'environnement, des ressources marines, en charge de l'artisanat, à M. Cédric Ponsonnet, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 94 CM du 18 janvier 2019 modifié portant fixation des tarifs d'occupation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 9106 MPF du 20 septembre 2017 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Joséphine Teapiki épouse Teakarotu, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 301) ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre Mme Joséphine Teapiki épouse Teakarotu et M. Patrice Teakarotu ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune des Gambier du 21 juillet 2022 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par Mme Joséphine Teapiki épouse Teakarotu, non datée, reçue le 29 juillet 2022,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé au profit de Mme Joséphine Teapiki épouse Teakarotu, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter du 26 septembre 2022, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis aux Gambier, commune des Gambier.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 3 emplacements d'une superficie totale de 10 ha (3 ha, 3 ha et 4 ha).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette - conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à *cent soixante-dix mille francs CFP* (170 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 10 ha à 1 500 F CFP/1 000 m<sup>2</sup>, soit 150 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 26 septembre 2022.

Art. 4.— L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par Mme Joséphine Teapiki épouse Teakarotu de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières et producteur de produits perliers.

Art. 5.— Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Joséphine Teapiki épouse Teakarotu et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 août 2022.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des ressources marines,*

Cédric PONSONNET.

**ARRETE n° 8541 MCE/DRM du 9 août 2022 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Sandra Tarita Alvarez épouse Orbeck, sis à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 234)**

NOR : DRM22508506AM

Le ministre de la culture, de l'environnement, des ressources marines, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 657 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de la culture, de l'environnement, des ressources marines, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;



Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 2000 MCE du 11 mars 2022 modifié portant délégation de signature du ministre de la culture, de l'environnement, des ressources marines, en charge de l'artisanat, à M. Cédric Ponsonnet, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 94 CM du 18 janvier 2019 modifié portant fixation des tarifs d'occupation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 9128 MPF du 20 septembre 2017 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Sandra Tarita Alvarez épouse Orbeck, sis à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 234) ;

Vu l'avis favorable, non daté, du maire de la commune de Takaroa ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par Mme Sandra Tarita Alvarez épouse Orbeck du 30 juin 2022, reçue le 28 juillet 2022,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé au profit de Mme Sandra Tarita Alvarez épouse Orbeck, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter du 26 septembre 2022, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis à Takaroa, commune de Takaroa.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus renouvelées, payable d'avance à la caisse de la recette - conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 26 septembre 2022.

Art. 4.— L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par Mme Sandra Tarita Alvarez épouse Orbeck de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières.

Art. 5.— Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Sandra Tarita Alvarez épouse Orbeck et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 août 2022.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des ressources marines,*  
Cédric PONSONNET.

**ARRETE n° 8542 MCE/DRM du 9 août 2022 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Eddy Ririfatu Moeterauri Horoi, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 299)**

NOR : DRM22508417AM

Le ministre de la culture, de l'environnement, des ressources marines, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 657 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de la culture, de l'environnement, des ressources marines, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 2000 MCE du 11 mars 2022 modifié portant délégation de signature du ministre de la culture, de l'environnement, des ressources marines, en charge de l'artisanat, à M. Cédric Ponsonnet, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 94 CM du 18 janvier 2019 modifié portant fixation des tarifs d'occupation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13316 MPF du 19 décembre 2017 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Eddy Ririfatu Moeterauri Horoi, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 299) ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Arutua du 19 juin 2022 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par M. Eddy Ririfatu Moeterauri Horoi, non datée, reçue le 26 juillet 2022,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé au profit de M. Eddy Ririfatu Moeterauri Horoi, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter du 26 décembre 2022, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis à Arutua, commune de Arutua.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 3 emplacements d'une superficie totale de 20 ha (3,5 ha ; 13,5 ha et 3 ha) ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 100 m<sup>2</sup>.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette - conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à *trois cent quarante mille francs CFP* (340 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 20 ha à 1 500 F CFP/1 000 m<sup>2</sup>, soit 300 000 F CFP ;
- sur la base de 100 m<sup>2</sup> à 200 F CFP/m<sup>2</sup>, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 26 décembre 2022.

Art. 4.— L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par M. Eddy Ririfatu Moeterauri Horoi de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières et producteur de produits perliers.

Art. 5.— Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Eddy Ririfatu Moeterauri Horoi et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 août 2022.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des ressources marines,*

Cédric PONSONNET.

**ARRETE n° 8543 MCE/DRM du 9 août 2022 modifiant l'arrêté n° 61 VP/DRM du 7 janvier 2021 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Motu Mahuta, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 293)**

NOR : DRM22508501AM

Le ministre de la culture, de l'environnement, des ressources marines, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 657 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de la culture, de l'environnement, des ressources marines, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 2000 MCE du 11 mars 2022 modifié portant délégation de signature du ministre de la culture, de l'environnement, des ressources marines, en charge de l'artisanat, à M. Cédric Ponsonnet, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 94 CM du 18 janvier 2019 modifié portant fixation des tarifs d'occupation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 61 VP/DRM du 7 janvier 2021 susvisé, portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Motu Mahuta, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 293) ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre la SCA Motu Mahuta et la SCA Moana Kihī Perles ;

Vu le procès-verbal d'implantation de la direction des ressources marines du 30 juin 2022,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté n° 61 VP/DRM du 7 janvier 2021 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

«Art. 2.—L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 1 ligne ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 emplacements d'une superficie totale de 11 ha (2,78 ha et 8,22 ha).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.»

Art. 2.— En application de l'article 95 de l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié susvisé, la SCA Motu Mahuta dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la date de cessation ou de résiliation de l'autorisation d'occupation pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état primitif.

Art. 3.— Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCA Motu Mahuta et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 août 2022.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des ressources marines,*  
Cédric PONSONNET.

**ARRETE n° 8544 MCE/DRM du 9 août 2022 modifiant l'arrêté n° 9468 VP du 9 octobre 2020 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Moana Kihī Perles, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 232)**

NOR : DRM22508502AM

Le ministre de la culture, de l'environnement, des ressources marines, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 657 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de la culture, de l'environnement, des ressources marines, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 2000 MCE du 11 mars 2022 modifié portant délégation de signature du ministre de la culture, de l'environnement, des ressources marines, en charge de l'artisanat, à M. Cédric Ponsonnet, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 94 CM du 18 janvier 2019 modifié portant fixation des tarifs d'occupation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 9468 VP du 9 octobre 2020 susvisé, portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Moana Kihī Perles, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 232) ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre la SCA Moana Kihī Perles et la SCA Motu Mahuta ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Arutua du 20 juillet 2022 ;

Vu la demande de changement de situation géographique des emplacements du domaine public maritime formulée par la SCA Moana Kihī Perles du 30 juin 2022, reçue le 28 juillet 2022 ;

Vu le procès-verbal d'implantation de la direction des ressources marines du 30 juin 2022,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté n° 9468 VP du 9 octobre 2020 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

“Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 5,52 ha ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 36 m².

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.”

Art. 2.— En application de l'article 95 de l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié susvisé, la SCA Moana Kihī Perles dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la date de cessation ou de résiliation de l'autorisation d'occupation pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état primitif.

Art. 3.— Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCA Moana Kihī Perles et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 août 2022.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des ressources marines,*  
Cédric PONSONNET.

**ARRETE n° 8545 MCE/DRM du 9 août 2022 modifiant l'arrêté n° 7560 VP du 13 août 2020 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Jeffry Manuarii Rehua, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 280).**

NOR : DRM22508511AM

Le ministre de la culture, de l'environnement, des ressources marines, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 657 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de la culture, de l'environnement, des ressources marines, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 2000 MCE du 11 mars 2022 modifié portant délégation de signature du ministre de la culture, de l'environnement, des ressources marines, en charge de l'artisanat, à M. Cédric Ponsonnet, directeur des ressources marines ;



Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 94 CM du 18 janvier 2019 modifié portant fixation des tarifs d'occupation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 7560 VP du 13 août 2020 susvisé, portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Jeffry Manuarii Rehua, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 280) ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre M. Jeffry Manuarii Rehua et M. Jean-Michel Rehua ;

Vu l'avis favorable, non daté, du maire de la commune de Arutua ;

Vu la demande d'extension de la superficie des emplacements du domaine public maritime et du nombre de stations de collectage de naissains de nacres, formulée par M. Jeffry Manuarii Rehua, non daté, reçue le 11 juillet 2022,

Arrête :

Article 1er. — Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 7560 VP du 13 août 2020 susvisé, sont modifiés ainsi qu'il suit :

“Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 emplacements d'une superficie totale de 10 ha (6,4 ha et 3,6 ha).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette - conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à *cent soixante-dix mille francs CFP* (170 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 10 ha à 1 500 F CFP/1 000 m<sup>2</sup>, soit 150 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.”

Art. 2. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jeffry Manuarii Rehua et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 août 2022.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des ressources marines,*  
Cédric PONSONNET.

**ARRETE n° 8546 MCE/DRM du 9 août 2022 modifiant l'arrêté n° 10192 VP du 28 octobre 2020 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Ah-Loy Moana Jackson Moe, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 287)**

NOR : DRM22508778AM

Le ministre de la culture, de l'environnement, des ressources marines, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 657 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de la culture, de l'environnement, des ressources marines, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 2000 MCE du 11 mars 2022 modifié portant délégation de signature du ministre de la culture, de l'environnement, des ressources marines, en charge de l'artisanat, à M. Cédric Ponsonnet, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 94 CM du 18 janvier 2019 modifié portant fixation des tarifs d'occupation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 10192 VP du 28 octobre 2020 susvisé, portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Ah-Loy Moana Jackson Moe, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 287) ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre M. Ah-Loy Moana Jackson Moe, Mme Dominique Teharuru, M. Jacques Parker (fils) ;

Vu le procès-verbal d'implantation de la direction des ressources marines du 13 avril 2021 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Arutua du 19 avril 2021 ;

Vu la demande de changement de situation géographique des emplacements du domaine public maritime formulée par M. Ah-Loy Moana Jackson Moe du 19 avril 2021, reçue le 20 avril 2021, complétée le 3 août 2022,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté n° 10192 VP du 28 octobre 2020 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

“Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 4 emplacements d'une superficie totale de 20 ha (0,51 ha, 9,49 ha, 0,1 ha et 9,90 ha) ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 100 m².

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.”.

Art. 2.— En application de l'article 95 de l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié susvisé, M. Ah-Loy Moana Jackson Moe dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la date de cessation ou de résiliation de l'autorisation d'occupation pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état primitif.

Art. 3.— Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Ah-Loy Moana Jackson Moe et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 août 2022.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des ressources marines,*

Cédric PONSONNET.

### MINISTRE DES GRANDS TRAVAUX, DES TRANSPORTS TERRESTRES

**ARRETE n° 8551 MGT du 9 août 2022 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Tiura cadastrée AZ 3 (plan 3) nécessaire à la maîtrise des terrains situés dans l'emprise du site touristique Tefaurumai dit “3 Cascades”, sis à Tiarei, dans la commune de Hitia'a O Te Ra**

NOR : DEQ22503276AM-1

Le ministre des grands travaux, des transports terrestres, en charge des relations avec les Institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 661 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, en charge des transports terrestres ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie (Réglementaire) du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française. (Arrêté de promulgation n° 328 DRCL du 27 mars 1995) ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'application des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1427 CM du 25 septembre 2015 portant versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires pour la maîtrise des terrains situés dans l'emprise du site Tefaurumai dit "3 Cascades", sis à Tiarei, dans la commune de Hitia'a O Te Ra ;

Vu la dévolution successorale de Rai Tehitimaue Faua dite Rai Papara ;

Vu la dévolution successorale de Tevaavaaura Papara ;

Vu la notoriété après décès de Tehiva Papara ;

Vu la dévolution successorale de Morohi Papara ;

Vu la dévolution successorale de Pauline Paparavahine Papara épouse Tahiarai ;

Vu la dévolution successorale de Sarah Elisabeth Tahiarai ;

Vu la demande de déconsignation formulée ;

Vu les pièces du dossier,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Tiura cadastrée AZ 3 (plan 3) nécessaire à la maîtrise des terrains situés dans l'emprise du site touristique Tefaurumai dit "3 Cascades", sis à Tiarei, dans la commune de Hitia'a O Te Ra.

Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en FCFP	Bénéficiaires
Terre TIURA cadastrée AZ 3 (plan 3)	
21 321	Monsieur Jean VAHIMARAE né le 27/12/1966 à Papeete (bf 1.1.3.2.1.3)
21 321	Monsieur Bruno VAHIMARAE né le 21/01/1972 à Nouméa (bf 1.1.3.2.1.4)
21 321	Mademoiselle Doris VAHIMARAE née le 16/04/1974 à Nouméa (bf 1.1.3.2.1.5)

Art. 2. — Le ministre des grands travaux, des transports terrestres, en charge des relations avec les Institutions, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 août 2022.

René TEMEHARO.

**MINISTRE DE L'ÉDUCATION  
ET DE LA MODERNISATION  
DE L'ADMINISTRATION**

**ARRÊTE n° 8548 MEA/DGRH du 9 août 2022 portant modification de l'arrêté n° 9860 MEA/DGRH du 10 septembre 2021 modifié portant délégation de signature de Mme Marine Noguier, directrice générale des ressources humaines de la Polynésie française, au profit de certains agents placés sous son autorité**

Le ministre de l'éducation et de la modernisation de l'administration, en charge du numérique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650/PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 660/PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation et de la modernisation de l'administration, en charge du numérique ;

Vu l'arrêté n° 1920 CM du 29 novembre 2011 relatif à la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;

Vu l'arrêté n° 1757 CM du 26 août 2021, portant nomination de Mme Marine Noguier en qualité de directrice générale des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n° 9636 MEA du 1er septembre 2021 modifié portant délégation de signature à Mme Marine Noguier, directrice générale des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 9860 MEA/DGRH du 10 septembre 2021, portant délégation de signature de Mme Marine Noguier, directrice générale des ressources humaines de la Polynésie française, au profit de certains agents placés sous son autorité ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— L'article 5 de l'arrêté n° 9860 MEA/DGRH du 10 septembre 2021 susvisé, est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

“Art. 5.— Délégation de signature est donnée à Mme Johanna Cros-Frogier, responsable de la “section gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences” (S-GPEEC), à l'effet de signer au nom du ministre de l'éducation et de la modernisation de l'administration, en charge du numérique, les actes suivants :

I - Pour la “cellule avancement et promotion” (CAP) :

a) Les actes liés aux positions statutaires et de déroulement de carrière suivants :

- avancement d'échelon à la durée maximale des fonctionnaires relevant du statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;
- décisions après consultation des commissions administratives paritaires ainsi que de la commission paritaire consultative, notamment les avancements d'échelon et de grade ;

b) Les bordereaux de transmission liés aux missions de cette cellule.

II - Pour la “cellule mobilité, recrutement et insertion des personnes reconnues travailleurs handicapés” (CMR) :

- les convocations aux examens professionnels et aux concours ;
- les bordereaux de transmission liés aux missions de cette cellule ;
- les demandes des bulletins n° 2 des casiers judiciaires.

III - Pour la “cellule formation” (CFO) :

- les convocations aux formations ;
- les bordereaux de transmission liés aux missions de cette cellule.”

Art. 2.— L'article 7 de l'arrêté n° 9860 MEA/DGRH du 10 septembre 2021 susvisé, est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

“Art. 7.— Délégation de signature est donnée à Mme Stéphanie Raveino, chef de la “cellule avancement et promotion” (CAP) à l'effet de signer au nom du ministre de l'éducation et de la modernisation de l'administration, en charge du numérique, les bordereaux de transmission liés aux missions de cette cellule. Elle est également compétente pour apposer un visa juridique de conformité sur les actes d'avancement et de promotion.”

Art. 3.— La directrice des ressources humaines de la Polynésie française est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 août 2022.

Pour le ministre et par délégation :

*La directrice générale  
des ressources humaines,  
Marine NOGUIER.*



**ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION****ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

**DECRET n° 2022-1135 du 5 août 2022 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 80-2 du 4 janvier 1980 relative à l'automatisation du casier judiciaire et relatif au casier judiciaire du tribunal de première instance de Papeete**

**Publics concernés :** gestionnaires du casier judiciaire national et du casier judiciaire de Papeete ; personnes condamnées.

**Objet :** intégration du casier judiciaire de Papeete au casier judiciaire national automatisé.

**Entrée en vigueur :** le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication. Il prévoit l'intégration du casier judiciaire de Papeete au casier judiciaire national automatisé à compter du 4 octobre 2022.

**Notice :** l'article 10 de la loi n° 80-2 du 4 janvier 1980 relative à l'automatisation du casier judiciaire prévoit que le casier judiciaire national automatisé entre en fonctionnement selon des dates fixées par décret.

Le décret prévoit l'intégration le 4 octobre 2022 du casier judiciaire du tribunal de première instance de Papeete au casier judiciaire national. En substituant le casier judiciaire national au casier propre au tribunal de première instance de Papeete, le décret rend inapplicables à compter de cette même date, en application des dispositions de l'article 10 de la loi n° 80-2 du 4 janvier 1980 relative à l'automatisation du casier judiciaire, les dispositions du code de procédure pénale prévoyant qu'en Polynésie française les attributions du casier judiciaire sont exercées par le greffe du tribunal judiciaire de Papeete, qui seront modifiées en conséquence.

**Références :** le décret peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

La Première ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 768 à 781 et R. 62 à R. 90 ;

Vu la loi n° 80-2 du 4 janvier 1980 relative à l'automatisation du casier judiciaire, notamment son article 10,

Décète :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Le service du casier judiciaire national automatisé entrera en fonctionnement le 4 octobre 2022 pour le casier judiciaire tenu auprès du tribunal de première instance de Papeete.

**Art. 2.** – Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 5 août 2022.

ÉLISABETH BORNE

Par la Première ministre :

*Le garde des sceaux,  
ministre de la justice,*

ÉRIC DUPOND-MORETTI

**ARRETE du 5 août 2022 pris pour l'application du 1 de l'article L. 322-9 du code monétaire et financier et relatif à la garantie des services des sociétés de gestion**

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargé des outre-mer,

Vu la directive 97/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 mars 1997 relative aux systèmes d'indemnisation des investisseurs ;

Vu la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaire et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) ;

Vu la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n° 1060/2009 et UE n° 1095/2010 ;

Vu le code monétaire et financier, notamment ses articles L. 322-5 et L. 322-9 ;

Vu l'avis de l'Autorité des marchés financiers en date du 19 juillet 2022,

Arrêtent :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – *Champ d'application.*

I. – Le présent arrêté s'applique aux sociétés de gestion de portefeuille, ci-après établissements adhérents, mentionnées à l'article L. 532-9 du code monétaire et financier, ayant leur siège sur le territoire de la République française, qui fournissent des services d'investissement mentionnés à l'article L. 321-1 du même code ou inscrivent en compte sous forme nominative les parts ou actions d'organismes de placement collectifs qu'elles gèrent.

II. – Le présent arrêté s'applique de la même manière aux succursales ou établissements secondaires des sociétés de gestion de portefeuille mentionnées au I du présent article, dès lors que ces succursales ou établissements secondaires sont établis sur le territoire de la République française ou dans l'Espace économique européen.

III. – Les succursales, établies en France métropolitaine, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Mayotte et à Saint-Martin, de sociétés de gestion mentionnées au premier alinéa des articles L. 532-20-1 et L. 532-21-3 du code monétaire et financier peuvent, dans la mesure où le système d'indemnisation des investisseurs de leur Etat d'origine est moins favorable que le mécanisme de garantie mentionné à l'article L. 322-5 de ce même code, adhérer, à titre complémentaire, à ce mécanisme.

La demande d'adhésion à titre complémentaire au mécanisme de garantie des services des sociétés de gestion, formée par une telle succursale, est formulée auprès de l'Autorité des marchés financiers. Elle vaut demande d'adhésion à titre complémentaire au fonds de garantie de dépôt et de résolution.

Lorsqu'une succursale fait usage de la faculté d'adhésion à titre complémentaire, le fonds de garantie de dépôt et de résolution définit avec le système d'indemnisation des investisseurs dont relève le demandeur dans l'Etat de son siège social les modalités d'indemnisation des investisseurs clients de cette succursale.

Les succursales qui font usage de la faculté d'adhésion à titre complémentaire sont soumises aux dispositions du présent arrêté.

Lorsqu'une succursale qui a fait usage de la faculté d'adhésion à titre complémentaire ne remplit pas les obligations qui lui incombent en tant que membre du mécanisme de garantie des services des sociétés de gestion à titre complémentaire, les autorités compétentes de l'Etat du siège de la succursale en sont informées par l'Autorité des marchés financiers aux fins de prendre, en collaboration avec le fonds de garantie de dépôt et de résolution, toutes les mesures propres à faire respecter lesdites obligations.

Lorsqu'en dépit de ces mesures, la succursale ne respecte pas les obligations mentionnées à l'alinéa précédent, le fonds de garantie de dépôt et de résolution peut, avec l'accord des autorités compétentes mentionnées dans ce même alinéa, et avec un délai de préavis qui ne peut être inférieur à un an, procéder à son exclusion. La succursale informe immédiatement les investisseurs du retrait de la couverture complémentaire.

**Art. 2. – Instruments financiers et espèces entrant dans le champ de la garantie.**

I. – Entrent dans le champ de la garantie des services des sociétés de gestion :

1° Les instruments financiers définis à l'article L. 211-1 du code monétaire et financier appartenant à un investisseur client d'un établissement adhérent et que cet établissement ne peut lui restituer ou rembourser, qu'il s'agisse :

- a) D'instruments financiers détenus à la date du constat d'incapacité de restitution mentionnée à l'article 10 du présent arrêté par ledit établissement, pour le compte de cet investisseur client, en violation de l'article L. 533-21 de ce même code et dans le cadre des activités mentionnées au I de l'article premier ;
- b) De parts ou d'actions d'organismes de placement collectif gérés par ledit établissement, inscrites en compte au nom de l'investisseur client par ce même établissement à la date du constat d'incapacité de restitution mentionnée à l'article 10 du présent arrêté ; ou
- c) D'instruments financiers gérés par ledit établissement pour le compte de cet investisseur dans le cadre du service de gestion de portefeuille pour le compte de tiers mentionné au 4 de l'article L. 321-1 de ce même code ;

2° Les espèces, libellées en euros ou dans la monnaie d'un autre Etat, appartenant à un investisseur client d'un établissement adhérent et que ledit établissement ne peut lui rembourser. Ne sont visées que les espèces détenues à la date du constat d'incapacité de restitution définie à l'article 10 du présent arrêté par ledit établissement, pour le compte de ses investisseurs clients, en violation de l'article L. 533-21 du code monétaire et financier et dans le cadre des activités mentionnées au I de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

II. – Sont exclus de la garantie les instruments financiers et les espèces répondant à l'une des conditions suivantes :

1° Les espèces exclues en application du III de l'article L. 312-4-1 du code monétaire et financier ;

2° Les instruments financiers liés à des opérations pour lesquelles une condamnation pénale définitive pour blanchiment au sens des articles 324-1 et suivants du code pénal a été prononcée ; et

3° Les instruments financiers figurant dans des comptes dont les détenteurs ne sont pas identifiés en application des articles L. 561-5 et suivants du code monétaire et financier.

III. – Les instruments financiers mentionnés au 1° du I sont dénommés ci-après « instruments financiers éligibles ».

Les espèces mentionnées au 2° du I sont dénommés ci-après « espèces éligibles ».

**Art. 3. – Maintien de la garantie.**

Les instruments financiers éligibles et les espèces éligibles appartenant à un investisseur client au moment de la prise d'effet du retrait d'agrément de la société de gestion, de sa radiation, de la perte de son autorisation de fournir tout ou partie de ses activités ou à la date de l'exclusion mentionnée au sixième alinéa du III de l'article 1<sup>er</sup> restent couverts par le fonds de garantie des dépôts et de résolution.

**Art. 4. – Bénéficiaires de la garantie.**

Les personnes bénéficiaires de la garantie des services des sociétés de gestion sont les personnes à qui l'établissement adhérent fournit, dans le cadre d'un contrat, un service d'investissement mentionné à l'article L. 321-1 du code monétaire et financier, ou pour lesquelles l'établissement adhérent inscrit sous forme nominative les parts ou actions d'organismes de placement collectif qui leur appartiennent.

Toutefois, ne peuvent bénéficier du mécanisme de garantie les personnes exclues de l'indemnisation par le II de l'article L. 312-4-1 du code monétaire et financier.

**Art. 5. – Ayants droit.**

Lorsque l'ayant droit n'est pas la personne mentionnée à l'article 4 du présent arrêté, la garantie des services des sociétés de gestion bénéficie à l'ayant droit des instruments financiers éligibles ou des espèces éligibles dans les limites mentionnées aux articles 7 et 8.

Constitue un ayant droit au sens du présent article :

1° Le propriétaire de parts ou d'actions d'organismes de placement collectif qui sont inscrites en compte sous forme nominative au nom d'un intermédiaire inscrit agissant pour le compte de ce propriétaire en application de l'alinéa 5 de l'article L. 211-4 du code monétaire et financier ; ou

2° Un investisseur qui a donné un mandat de gestion au sens du 4 de l'article D. 321-1 du code monétaire et financier à un prestataire de service d'investissement qui a délégué l'exécution de tout ou partie de ce mandat à un établissement adhérent.

Le bénéfice de la garantie est ouvert dès lors que l'ayant droit est identifié par l'établissement adhérent ou aurait pu l'être avant le constat d'incapacité de restitution défini à l'article 10.

S'il existe plusieurs ayants droit, il est tenu compte de la part revenant à chacun d'eux, conformément aux dispositions régissant la gestion des instruments financiers éligibles ou des espèces éligibles. Les indemnisations revenant à chacun des ayants droit leur sont versées séparément dans les limites mentionnées aux articles 7 et 8.

Les ayants droit définis au présent article bénéficient de la garantie des services des sociétés de gestion quels que soient leur nature juridique et leur statut.

**Art. 6. – Cas particuliers.**

I. – Les instruments financiers éligibles et espèces éligibles sur lesquels deux personnes au moins ont des droits en leur qualité d'indivisaire, d'associé d'une société, de membre d'une association ou de tout groupement similaire non doté de la personnalité morale sont regroupés et traités comme étant détenus, administrés ou gérés par l'établissement adhérent pour le compte d'un investisseur unique distinct des indivisaires ou associés et font l'objet d'une indemnisation séparée dans les limites mentionnées aux articles 7 et 8.

II. – Les instruments financiers éligibles et espèces éligibles détenus, administrés ou gérés par l'établissement adhérent pour le compte d'un entrepreneur individuel à responsabilité limitée et qui constituent des fonds ou un patrimoine résultant de son activité professionnelle, sont regroupés et traités comme étant détenus, administrés ou gérés par l'établissement adhérent pour le compte d'un investisseur unique distinct des autres instruments et espèces de cette personne et font l'objet d'une indemnisation séparée dans les limites mentionnées à l'article 7.

III. – Les instruments financiers éligibles et espèces éligibles appartenant à des personnes visées au premier alinéa de l'article 4 et engagées conjointement à l'égard de l'établissement adhérent au titre des activités mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> sont répartis à parts égales, sauf stipulation contractuelle prévoyant une autre clé de répartition, pour le calcul du montant cumulé mentionné à l'article 8 appartenant à chacun des codétenteurs.

IV. – Sauf stipulation contractuelle contraire, les instruments financiers éligibles et espèces éligibles détenus, administrés ou gérés par l'établissement adhérent pour le compte de personnes ayant co-contracté avec elle dans le cadre d'une convention de démembrement et les parts d'organisme de placement collectif mentionnées au *b* du 2<sup>o</sup> du I de l'article 2, démembrées en nue-propriété et usufruit, sont indemnisés entre les mains de l'usufruitier, indépendamment de ses droits propres, dans les limites mentionnées aux articles 7 et 8.

V. – Une fiducie ou tout autre dispositif équivalent est considéré comme un investisseur autonome, quels que soient la nature juridique et le statut du fiduciaire, du constituant et du bénéficiaire.

**Art. 7. – Plafond d'indemnisation.**

I. – Le plafond d'indemnisation par investisseur est de 20 000 euros. Il s'applique au montant cumulé des instruments financiers éligibles détenus, administrés ou gérés et des espèces éligibles détenues par le même établissement adhérent, quel que soit le nombre de relations contractuelles d'un même investisseur avec cet établissement adhérent.

II. – Les instruments financiers éligibles non restitués ou non remboursés par l'établissement adhérent sont évalués à leur valeur vénale en euros à la date du constat d'incapacité de restitution défini à l'article 10. La valeur des instruments financiers éligibles libellés en devises autres que l'euro est convertie en euros en appliquant le taux de change du jour du constat d'incapacité de restitution défini à l'article 10, tel qu'arrêté par la Banque centrale européenne.

III. – Les montants d'espèces éligibles créditeurs libellés en devises sont convertis en euros en appliquant le taux de change du jour du constat d'incapacité de restitution défini à l'article 10, tel qu'arrêté par la Banque centrale européenne.

**Art. 8. – Calcul du montant cumulé.**

Les éventuels crédits octroyés par un établissement adhérent dans le cadre des activités mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> et en violation de l'article L. 511-5 du code monétaire et financier viennent en déduction du montant cumulé mentionné au I de l'article 7, sauf disposition légale ou contractuelle prévoyant leur compensation avec les comptes créditeurs.

Pour le calcul du plafond mentionné à l'article 7, les instruments financiers éligibles et les espèces éligibles dont l'appartenance est répartie entre chaque investisseur conformément au III de l'article 6 sont ajoutés aux instruments financiers et aux espèces appartenant par ailleurs à chaque investisseur individuellement.

Sont ajoutés ou retirés aux instruments financiers éligibles ou aux espèces éligibles appartenant aux investisseurs toutes les opérations en cours, reçues ou émises par l'établissement faisant l'objet de l'intervention, qui peuvent être imputées à la date du constat d'incapacité de restitution défini à l'article 10, conformément aux règles en vigueur.

En particulier, les opérations en cours dans le cadre du service de règlement et de livraison différés sont :

- soit résiliées et compensées conformément aux dispositions de l'article L. 211-36-1 du code monétaire et financier ;
- soit dénouées au plus tard le dernier jour de bourse du mois calendaire en cours par l'établissement adhérent ou, le cas échéant, par les personnes mentionnées au troisième alinéa du I de l'article 11. Le dernier jour de bourse est défini comme tout jour où la plateforme de négociation sur laquelle les instruments financiers en cause sont négociés fonctionne.

La détermination des instruments financiers éligibles et des espèces éligibles à prendre en compte pour le calcul du plafond mentionné à l'article 7 se fait à l'issue de cette résiliation ou de ce dénouement, par l'établissement adhérent ou, dans le cas prévu au troisième alinéa du I de l'article 11, par les personnes qui y sont mentionnées.

Pour le calcul du plafond mentionné à l'article 7, il y a également lieu de créditer, lorsqu'ils sont contractuellement dus à l'investisseur, les intérêts échus et courus non échus ainsi que les autres revenus à raison des instruments financiers et espèces entrant dans le champ de la garantie, d'un montant net des prélèvements fiscaux et sociaux.



**Art. 9. – Monnaie de règlement.**

L'indemnisation est versée en euros.

**Art. 10. – Mise en œuvre de la garantie des services des sociétés de gestion.**

Conformément au I de l'article L. 312-5 du code monétaire et financier, la garantie des services des sociétés de gestion est mise en œuvre sur demande de l'Autorité des marchés financiers lorsque celle-ci constate qu'un établissement adhérent n'est plus en mesure de restituer ou rembourser, immédiatement ou à terme rapproché, les instruments financiers éligibles et espèces éligibles dans les conditions législatives, réglementaires ou contractuelles applicables à leur restitution ou à leur remboursement. Pour les besoins du présent arrêté, le constat d'incapacité de restitution désigne le constat réalisé par l'Autorité des marchés financiers en application du I de l'article L. 312-5 du code monétaire et financier et décrit dans le présent alinéa.

Par dérogation au premier alinéa, la garantie des services des sociétés de gestion est mise en œuvre sur la base du constat d'incapacité de restitution réalisé par les autorités compétentes de l'Etat du siège de la succursale ayant fait usage de la faculté d'adhésion prévue au III de l'article 1<sup>er</sup>.

La date d'indisponibilité des instruments financiers éligibles et espèces éligibles est celle à laquelle l'Autorité des marchés financiers ou les autorités compétentes mentionnées au deuxième alinéa effectuent le constat d'incapacité de restitution mentionné au premier alinéa.

**Art. 11. – Délais et procédure.**

I. – L'établissement qui a fait l'objet du constat d'incapacité de restitution défini à l'article 10 transmet au fonds de garantie des dépôts et de résolution toutes les informations nécessaires au calcul des indemnisations, y compris les informations et documents supplémentaires que le fonds de garantie des dépôts et de résolution pourrait juger nécessaires à la mise en œuvre de la procédure d'indemnisation des cas particuliers et au traitement des réclamations, en ce qui concerne tant les instruments financiers éligibles que les espèces éligibles présents et manquants.

La transmission est signée par une personne exerçant la direction effective de l'établissement au sens du II de l'article L. 532-9 du code monétaire et financier, le cas échéant conjointement avec le mandataire désigné par l'Autorité des marchés financiers en application du septième alinéa de l'article L. 532-10 du même code.

En cas d'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires à l'égard de l'établissement adhérent, conformément aux articles L. 631-1 et suivants et aux articles L. 640-1 et suivants du code de commerce, la collecte, la vérification des informations mentionnées ci-dessus et leur transmission au fonds de garantie des dépôts et de résolution sont effectuées par l'administrateur judiciaire ou le liquidateur judiciaire, conjointement avec l'administrateur provisoire ou le mandataire nommés, le cas échéant, par l'Autorité des marchés financiers.

La vérification de la capacité à restituer ou à rembourser les instruments financiers éligibles et les espèces éligibles se fait ligne à ligne.

Le contenu, les modalités et les délais de ces transmissions sont déterminés par le fonds de garantie des dépôts et de résolution, de telle sorte que le délai d'indemnisation fixé au II ci-après puisse être respecté.

II. – A partir des informations transmises en application du I, le fonds de garantie des dépôts et de résolution engage l'indemnisation des instruments financiers éligibles et des espèces éligibles indisponibles.

Le fonds de garantie des dépôts et de résolution met l'indemnisation due aux investisseurs à leur disposition dans un délai de trois mois à compter de la date du constat d'incapacité de restitution définie au troisième alinéa de l'article 10.

Lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent, le fonds de garantie des dépôts et de résolution peut demander à l'Autorité des marchés financiers de prolonger ce délai. La décision de prolongation est publiée par le fonds de garantie des dépôts et de résolution sur son site internet.

III. – Le fonds de garantie des dépôts et de résolution peut procéder à l'indemnisation :

1° Soit par l'envoi d'une lettre-chèque en recommandé avec demande d'avis de réception ;

2° Soit par virement après que l'investisseur a fait connaître, sur un site internet ouvert spécialement à cet effet par le fonds de garantie des dépôts et de résolution, le compte bancaire sur lequel il souhaite que l'indemnisation lui soit versée. Les données et informations requises sont mises à disposition de chaque investisseur sur ce site internet. Ce site permet aux investisseurs d'accuser réception à date certaine de ces données et informations et d'autoriser la mise en place du virement. La date de mise à disposition est communiquée par le fonds de garantie des dépôts et de résolution sur son site.

Lorsque le fonds de garantie des dépôts et de résolution procède à l'indemnisation en application du 2° et que l'investisseur n'a pas accusé réception des données et informations mises à sa disposition dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la date à laquelle cette mise à disposition a été faite, le fonds de garantie des dépôts et de résolution procède, dans les meilleurs délais, à l'indemnisation de cet investisseur par lettre-chèque envoyée en recommandé avec demande d'avis de réception.

Lorsque aucun instrument financier ni aucune espèce d'un investisseur n'a été admis au bénéfice de la garantie par le fonds de garantie des dépôts et de résolution, ce dernier notifie sa décision à l'investisseur concerné, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par tout autre moyen conférant une date certaine à la prise de connaissance de cette information, au plus tard dans les délais prévus au II ci-dessus.

IV. – Le délai mentionné au II concerne les indemnisations qui n'impliquent aucun traitement particulier ni aucun complément d'information nécessaires à la détermination du montant indemnisable ou à l'identification de l'investisseur. Si un traitement particulier ou un complément d'information sont nécessaires, le fonds de garantie

des dépôts et de résolution informe l'investisseur au plus tard dans les délais prévus au II que son indemnisation nécessite un traitement particulier.

Dans ce cas, le versement de l'indemnisation intervient, s'il y a lieu, dans un délai qui ne peut être supérieur à vingt jours ouvrables après exécution des traitements ou réception des informations visés à l'alinéa précédent.

V. – Les sommes revenant aux ayants droit définis à l'article 5 sont versées aux personnes visées à l'article 4.

**Art. 12. – *Notifications et informations accompagnant les indemnisations.***

I. – Pour la mise en œuvre des indemnisations, le fonds de garantie des dépôts et de résolution communique à chaque investisseur les informations suivantes, rédigées en français :

- 1° La nature et le montant des instruments financiers éligibles et espèces éligibles ;
- 2° Le montant des indemnisations versées ;
- 3° Les montants excédant les plafonds de la garantie et qui n'ont pas fait l'objet d'une indemnisation ;
- 4° Le montant correspondant aux instruments financiers et aux espèces qui sont éventuellement exclus du champ de la garantie et qui ont été communiqués au fonds de garantie des dépôts et de résolution par l'établissement adhérent ayant fait l'objet du constat d'incapacité de restitution défini à l'article 10 ;
- 5° Les voies et délais de recours ainsi que le délai de prescription, mentionnés aux articles 14 et 15.

Ce document précise également que :

- a) Les instruments financiers appartenant à l'investisseur qui sont disponibles doivent être réclamés par lui à l'établissement adhérent ou, le cas échéant à l'administrateur provisoire désigné par l'Autorité des marchés financiers ou, en cas d'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, à l'administrateur judiciaire ou au liquidateur judiciaire ; et que
- b) Les sommes correspondant à des instruments financiers manquants ou à des espèces qui n'ont pas été indemnisés par le fonds de garantie des dépôts et de résolution sont constitutives d'une créance sur l'établissement adhérent qui a fait l'objet du constat d'incapacité de restitution défini à l'article 10.

Il indique les modalités de demande de transfert des instruments financiers disponibles auprès d'un nouvel intermédiaire agréé ainsi que les modalités de déclaration des créances n'entrant pas dans le champ de la garantie auprès du liquidateur judiciaire.

II. – Lorsqu'il est procédé à l'indemnisation d'un investisseur par l'envoi d'une lettre-chèque en recommandé avec demande d'avis de réception, les informations mentionnées au I sont jointes à la lettre-chèque.

Lorsqu'il est procédé à l'indemnisation d'un investisseur par virement dans les conditions prévues au 2° du III de l'article 11, les informations mentionnées au I du présent article sont communiquées sur le site internet créé à cet effet. Ce site comporte un dispositif permettant de s'assurer que l'investisseur a pris connaissance des informations mentionnées au I et de certifier la date à laquelle cette prise de connaissance est intervenue.

Lorsqu'un investisseur ne reçoit aucune indemnisation, les informations mentionnées au I sont jointes à la décision mentionnée au dernier alinéa du III de l'article 11.

III. – Lorsque l'établissement adhérent défaillant a établi une succursale dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, ou lorsque cet établissement adhérent a exercé directement ses activités dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, la communication des informations aux investisseurs situés dans cet Etat peut être effectuée dans la langue du pays d'implantation de cette succursale ou dans la langue convenue par l'investisseur avec l'établissement adhérent lors de l'établissement de la relation contractuelle ou de l'inscription en compte sous forme nominative des parts d'organisme de placement collectif de l'investisseur.

IV. – Pour l'indemnisation des sommes revenant aux ayants droit en application de l'article 5, les informations sont communiquées aux personnes visées à l'article 4. Elles sont présentées, le cas échéant, par ayant droit.

**Art. 13. – *Transmission d'informations au fonds de garantie des dépôts et de résolution par les établissements adhérents.***

Les établissements adhérent au mécanisme de garantie des services des sociétés de gestion transmettent au fonds de garantie des dépôts et de résolution toute information nécessaire en vue de préparer et d'exécuter la mission qui lui est impartie. Le fonds de garantie des dépôts et de résolution détermine le contenu et le format de ces informations ainsi que les modalités de leur transmission.

Il rédige et diffuse les procédures correspondantes. Il détermine les modalités des tests à mettre en œuvre, auxquels ses adhérents sont soumis.

Les informations transmises au fonds de garantie des dépôts et de résolution sont signées par l'un des dirigeants effectifs des établissements adhérents au sens du 4° du II de l'article L. 532-9 du code monétaire et financier, ou, le cas échéant, par l'un des mandataires permanents désignés par un dirigeant et ayant une compétence et une position dans l'établissement adhérent lui permettant de s'engager sur la qualité des informations qu'ils transmettent. Le mandataire doit justifier de son mandat auprès du fonds de garantie des dépôts et de résolution.

**Art. 14. – Recours et prescription contre les décisions du fonds de garantie des dépôts et de résolution.**

Toute contestation de la décision du fonds de garantie des dépôts et de résolution relative à l'indemnisation des investisseurs clients d'un établissement adhérent ayant fait l'objet du constat d'incapacité de restitution défini à l'article 10 est, avant d'être portée devant la juridiction administrative, précédée d'un recours présenté devant le fonds de garantie des dépôts et de résolution dans un délai de deux mois.

Ce délai court à compter de la date de réception de la lettre-chèque, de la date à laquelle il est accusé réception sur le site internet des informations de notification relatives à l'indemnisation mentionnées au 2° du III de l'article 11 et accepté la mise en place du virement, ou de la date à laquelle il est accusé réception de la notification de la décision mentionnée au dernier alinéa du III de l'article 11.

Le délai du recours contentieux de deux mois court à compter de la notification de la nouvelle décision du fonds de garantie des dépôts et de résolution ou à compter du jour où l'intéressé en a eu connaissance s'il prouve qu'il l'a ignorée jusque-là.

Toute action à l'encontre du fonds de garantie des dépôts et de résolution en relation avec son intervention auprès d'un établissement adhérent est prescrite par deux ans à compter du constat d'incapacité de restitution ou à compter du jour où l'intéressé en a eu connaissance s'il prouve qu'il l'a ignoré jusque-là, conformément au V de l'article L. 312-5 du code monétaire et financier.

**Art. 15. – Déclaration des créances.**

Dans le cadre d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires ouverte à l'égard d'un établissement adhérent qui a fait l'objet du constat d'incapacité de restitution, le fonds de garantie des dépôts et de résolution transmet au représentant des créanciers ou au liquidateur judiciaire le détail des indemnisations et des créances qui n'ont pas été indemnisées en application du présent arrêté.

Cette transmission vaut déclaration de créance :

1° Pour le fonds de garantie des dépôts et de résolution en ce qui concerne les indemnisations qu'il a versées, par subrogation aux droits des investisseurs, y compris les ayants droit ou bénéficiaires indemnisés ;

2° Pour les investisseurs, y compris les ayants droit ou bénéficiaires en ce qui concerne les instruments financiers et les espèces entrant dans le champ de la garantie mais dépassant le montant des indemnisations qui leur ont été versées.

Les créances correspondant à des instruments financiers ou à des espèces, exclus du champ de la garantie des services des sociétés de gestion, sont déclarées par leurs titulaires. Les informations mentionnées au I de l'article 12 comportent une indication en ce sens et une description des modalités de déclaration.

**Art. 16. – Information permanente délivrée par les établissements adhérents à la garantie des services des sociétés de gestion.**

Les établissements adhérents fournissent aux investisseurs, de même qu'à toute personne qui en fait la demande, toute information utile sur le mécanisme de garantie des services des sociétés de gestion, en particulier le montant et l'étendue de la couverture offerte. Ils précisent, en outre, que le mécanisme de garantie des services des sociétés de gestion a pour objet d'indemniser, conformément aux dispositions de l'article 2, les investisseurs en cas d'indisponibilité de leurs instruments financiers et de leurs espèces, et non de garantir la valeur de ces instruments.

Les modifications éventuelles du mécanisme sont portées à la connaissance des investisseurs.

L'usage de ces mêmes informations à des fins publicitaires par les établissements assujettis au présent arrêté est interdit.

**Art. 17. – Recours et prescription contre les décisions du fonds de garantie des dépôts et de résolution.**

Le fonds de garantie des dépôts et de résolution fait figurer sur son site internet les informations suivantes :

1° Les instruments financiers et les espèces qui sont éligibles à la garantie des services des sociétés de gestion, et ceux qui en sont exclus ;

2° Les personnes bénéficiaires de la garantie et celles qui en sont exclues ;

3° Les plafonds de la garantie et ses modalités de calcul ;

4° Le délai d'indemnisation et ses modalités ;

5° Les voies de réclamation et de recours.

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 27 octobre 2015 relatif à l'information des déposants sur la garantie des dépôts sont applicables à la garantie des services des sociétés de gestion. Les informations relatives à la garantie des services des sociétés de gestion peuvent figurer sur la même plaquette que celle mentionnée au dit article.

**Art. 18. – Application outre-mer.**

I. – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à Saint-Barthélemy et à Saint-Pierre-et-Miquelon, sous réserve des adaptations suivantes :

- 1° Au II de l'article 1<sup>er</sup>, les mots : « ou dans l'Espace économique européen » sont supprimés ;
- 2° Le III de l'article 1<sup>er</sup>, le deuxième alinéa de l'article 10 et le III de l'article 12 ne sont pas applicables.

II. – Les dispositions du présent arrêté sont applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna, sous réserve des adaptations suivantes :

- 1° Les montants en euros sont remplacés par leur contre-valeur en francs CFP ;
- 2° Au II de l'article 1<sup>er</sup>, les mots : « ou dans l'Espace économique européen » sont supprimés ;
- 3° Le III de l'article 1<sup>er</sup>, le deuxième alinéa de l'article 10 et le III de l'article 12 ne sont pas applicables ;
- 4° Au II de l'article 7, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les investisseurs clients des établissements adhérents dont le siège se trouve dans un territoire dont la monnaie est le franc CFP, le plafond d'indemnisation et l'évaluation du montant des titres qui n'ont pas pu être restitués ou remboursés sont convertis en francs CFP en appliquant la parité définie à l'article D. 712-1 du code monétaire et financier en vigueur à la date du constat d'incapacité de restitution défini à l'article 10. » ;

- 5° Au III de l'article 7, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les établissements adhérents dont le siège se trouve dans un territoire dont la monnaie est le franc CFP, le plafond d'indemnisation et, le cas échéant, le montant des espèces éligibles appartenant à un même investisseur sont convertis en francs CFP en appliquant la parité définie à l'article D. 712-1 du code monétaire et financier en vigueur à la date du constat d'incapacité de restitution à l'article 10. » ;

6° A l'article 9, il est inséré une phrase ainsi rédigée : « Celle des investisseurs clients d'un établissement adhérent dont le siège se trouve dans un territoire dont la monnaie est le franc CFP est versée en francs CFP. » ;

7° Aux articles 11, 12 et 15, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, les références au code du commerce, aux procédures de sauvegarde, de redressement et de liquidation judiciaires et à l'administrateur judiciaire, l'administrateur provisoire et au liquidateur judiciaire sont remplacées par les références aux dispositions et aux procédures applicables localement ayant le même objet.

**Art. 19. – Publication.**

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 5 août 2022.

*Le ministre de l'économie, des finances  
et de la souveraineté industrielle et numérique,*  
BRUNO LE MAIRE

*Le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur  
et des outre-mer, chargé des outre-mer,*  
JEAN-FRANÇOIS CARENCO



# ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

## AVIS OFFICIELS

### DIRECTION DE LA CONSTRUCTION ET DE L'AMENAGEMENT

#### ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES DU VENT ET TUAMOTU-GAMBIER POUR LA PERIODE DU 1ER AU 5 AOÛT 2022

##### COMMUNE DE ARUE

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
VP.DCA	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 1 août 2022</u></b>		
20-1115-5	Monsieur KONG Joseph	sur la parcelle cadastrée n° 552, section E (Terre DOMAINE TERUA Lot B) sise à ARUE	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (2ème MODIFICATION : régularisation d'enrochement)
	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 4 août 2022</u></b>		
15-699-7	SCI "DU PK 5" représentée par Madame LAU Jessica	sur les parcelles cadastrées n°s 345, 346, 347, 348, 349 et 351, section K (Terres TAHIPU 3 LOT N° 2 - PARCELLE) sise à Arue	pour des travaux de construction d'un immeuble de trois (03) logements (MODIFICATIONS : ajout d'un quatrième logement (deux (02) de type F2 et deux (02) de type F3 et modification de façades et de distributions intérieures)
	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 5 août 2022</u></b>		
22-206-3	SCI REVA NUI représentée par Monsieur et Madame LI Niannian et Sandrine	sur la parcelle cadastrée n° 89, section E (Terre DOMAINE TERUA D2 DU LOT 2) sise à ARUE	projet de terrassement, de construction d'un mur de soutènement et d'une maison d'habitation avec piscine (PERMIS TACITE)

##### COMMUNE DE FAAA

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
VP.DCA	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 1 août 2022</u></b>		
21-1065-3	Madame BEAUMONT Ariivaimato représentante de BS-ARCHI et mandataire de Monsieur SUARD Heimanu	sur la parcelle cadastrée n° 172, section M (Terre VAIMAIAI 1 PARCELLE A) sise à FAAA	pour des travaux de construction d'une pension de famille
21-1539-7	SCI SOLEIL LEVANT représentée par Monsieur DOTT Benoît	sur la parcelle cadastrée n° 1496, section V (Lot 272 du Lotissement PAMATAI HILLS) sise à FAAA	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation avec piscine
	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 3 août 2022</u></b>		
22-20-3	SELAS BIOPOL représentée par Monsieur MOU CHI SAN Cédric	sur la parcelle cadastrée n° 60, section D (Terre VANAA OROPAA TENUUVAIRUA TEURUA EVA) sise à FAAA	pour des travaux d'aménagement d'un magasin existant "GIFI" en un laboratoire d'analyses médicales
	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 5 août 2022</u></b>		
22-143-3	Monsieur JACQ Sylvain mandataire de Monsieur ROSSEL Jules et Madame GAILLARD Vaitiare	sur la parcelle cadastrée n° 1589, section V (Lot 440 du LOTISSEMENT PAMATAI HILLS) sise à FAAA	pour des travaux de construction d'un car-port

**COMMUNE DE HITIAA O TE RA**

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
VP.DCA	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 1 août 2022</u></b>		
22-266-3	Monsieur TAPETA - MOANARUA Tevaiarii, Hubert et Madame TAHITOTERAI Takanoa, Sandrine	sur la parcelle cadastrée n° 3, section AW (Terre HINA) sise à Papenoo	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH)
	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 4 août 2022</u></b>		
22-314-4	Monsieur BRUNET Tony architecte et mandataire de Monsieur DUGUE Paul	sur la parcelle cadastrée n° 4, section AH (Terre RAIROA DITE TEATEARAIROA (PLATEAU)) et sur les parcelles cadastrées n°s 1 et 2, section AP (Terres PLATEAU TERIPOAMAOE et RAIROA DITE TEATEARAIROA) sises à Papenoo	pour des travaux de construction d'un local technique avec sanitaire

**COMMUNE DE MOOREA-MAIAO**

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
VP.DCA	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 1 août 2022</u></b>		
22-570-3	Monsieur TEHEURA Mauiui et Madame MANUTAHU Teanuhe	sur la parcelle cadastrée n° 186, section PB (Terre PORUTUTOHORA) sise à Papetoai	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH)
	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 3 août 2022</u></b>		
21-1037-4	Monsieur MARTIN Charles-Antoine représentant de MCA Services et mandataire de Monsieur et Madame LEJEUNE Augustin Laurent et Karine	sur la parcelle cadastrée n° 28, section IE (Terre OUTUAMO ET TEAEVA Surplus) sise à Paopao	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (MODIFICATIONS : agrandissement du garage, de la terrasse, de l'implantation de l'assainissement et modification des menuiseries en façades)
21-1647-3	Monsieur FLORENTIN Yohann mandataire de SAS SPPH, Société Polynésienne de Promotion Hôtelière représentée par Monsieur DELANNOY Pascal	sur les parcelles cadastrées n°s 79 et 80, section RE (Terres Domaine de TIAHURA Lot 1 Copropriété : Lot 58 et 27) sises à Haapiti	pour des travaux de construction d'un bungalow
21-1722-3	Monsieur FLORENTIN Yohann architecte et mandataire de la SA DOMAINE DE TEMAÉ représentée par Monsieur WANE Louis	sur la parcelle cadastrée n° 1, section CM (Terre TETOU AUAAMURE SURPLUS PARTIE) sise à Teavaro	pour des travaux de construction d'une maison de gardiennage de type OPH
22-435-3	Monsieur VAUTHIER Laurent mandataire de Monsieur POIRRIER Frédéric	sur la parcelle cadastrée n° 54, section PR (Terre MARAEHOTU SURPLUS DE LA PARCELLE A DU LOT 2 PARTIE) sise à Papetoai	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation
	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 4 août 2022</u></b>		
22-320-4	Madame TIRAO Lucia	sur les parcelles cadastrées 292 et 13, sections HC et LB (Terres FAKI SURPLUS (PARTIE) LOT 1 CHEMIN - SURPLUS et Pté FAKI comprenant les terres APEETIAIRI - TEAUTE - TEHUAITERAI - POREHO - MANAPUFEE - RUAROA - OFAIMEAHAA - TERUARAO Partie) sises à Haapiti	pour des travaux de terrassement (réalisation d'un chemin de servitude)
22-326-2	Madame HEUEA Maimiti	sur la parcelle cadastrée n° 291, section AR (Terre OTEARUIAUIRUA LOT 1 ET 2 PARTIE LOT K Lot A) sise à Afareaitu	pour des travaux de construction de deux (02) maisons d'habitation
	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 5 août 2022</u></b>		
22-368-3	Monsieur DECLERCQ Julien mandataire de Madame MAAMAATUAIAHUTAPU Tuehu, Justine	sur la parcelle cadastrée n° 78, section PH (Terre URUFARA 3 LOT 1) sise à Papetoai	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation

**COMMUNE DE PAEA**

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
VP.DCA	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 1 août 2022</u></b>		
22-279-5	Monsieur TEHANI John	sur la parcelle cadastrée n° 259, section AH (Terre MATAHEO 2 LOT F) sise à PAEA	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH)

**COMMUNE DE PAPARA**

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
VP.DCA	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 1 août 2022</u></b>		
19-161-7	Monsieur TAURAA Tamatahi et Madame TAMARII Tahia	sur la parcelle cadastrée n° 137, section AY (Lot F 2 du LOTISSEMENT TOREA) sise à PAPARA	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) (MODIFICATION du type : au lieu d'un F4, transférer sur un F5)

**COMMUNE DE PAPEETE**

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
VP.DCA	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 1 août 2022</u></b>		
21-1396-5	Madame CUMIN Laure architecte et mandataire de Monsieur MERVIN Manuarii et Madame WONG YEN Stéphanie	sur la parcelle cadastrée n° 61, section BK (Terre TEPIHAA LOT 23) sise à PAPEETE	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation avec piscine
	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 3 août 2022</u></b>		
22-224-3	Monsieur FLORENTIN Yohann mandataire du Service d'ONaCVG représenté par Madame PEAUCELLE-DELELIS Véronique	sur les parcelles cadastrées n°s 72 et 78, section BD (Terres PUEA MATIEUTE MARIMARIMA PARCELLE B Lot A et VAININIORE LOT A) sises à PAPEETE	pour des travaux de réhabilitation du bâtiment et de la clôture de "L'OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE"

**COMMUNE DE PIRAE**

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
VP.DCA	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 4 août 2022</u></b>		
20-1424-9	Monsieur PATER Charles mandataire de Madame BUTSCHER Mania	la parcelle cadastrée n° 393, section L ( Terre Domaine WALKER Partie - Lot 2 - Lot E) sise à PIRAE	pour des travaux de construction de trois (03) bungalows (MODIFICATIONS : d'implantation et d'intérieur)
22-418-3	Monsieur FLORENTIN Yohann architecte et mandataire du Ministère des Finances et de l'Economie représenté par Madame LEVESQUES Nicole	sur les parcelles cadastrées n°s 6 et 515, section E (Terres PIRAE PARCELLE et Lots F - G du LOTISSEMENT ANCIENNE PROPRIÉTÉ LAMOTTE) sises à PIRAE	pour des travaux d'aménagement de bureaux en R+1 d'une ancienne concession automobile
22-504-3	SCI NUIARII représentée par Madame FLORENTIN Taryn	sur la parcelle cadastrée n° 58, section B (Terre IRITI 2) sise à PIRAE	pour des travaux de construction d'un garage annexe
22-530-4	Monsieur et Madame LAILLE Alexis et Linda	sur la parcelle cadastrée n° 76, section B (Terre IRITI 1 ET 3) sise à PIRAE	pour des travaux d'extension (d'une chambre avec salle de bain, d'une terrasse couverte et d'un local débarras) d'une maison d'habitation existante

**COMMUNE DE PUNAAUIA**

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
VP.DCA	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 2 août 2022</u></b>		
22-688-4	Monsieur TIAHAU Christian et Madame FAREURA Noéline	sur la parcelle cadastrée n° 331, section AH (Terre FAFAA PARCELLE C DU LOT 6) sise à PUNAAUIA	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH)
	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 3 août 2022</u></b>		
21-1082-5	Monsieur FLORENTIN Yohann mandataire de la SARL Entreprise de Maintenance Agroalimentaire représentée par Madame WANE Nancy	sur la parcelle cadastrée n° 128, section R (Terre AIFAA ET VALLEE VAIOPUITI LOT A) sise à PUNAAUIA	pour des travaux de construction d'usine d'emballage comprenant des bureaux, une zone de production, une réserve, des entrepôts, des chambres de stockage et sanitaires
	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 4 août 2022</u></b>		
22-51-5	Monsieur WONG Tamatoa mandataire de Monsieur PEA Teraivetea et Madame TUAHINE Kahealanie	sur la parcelle cadastrée n° 996, section M (Terre PAEVAI 3 ET 4 LOT 2) sise à PUNAAUIA	pour des travaux de construction de deux (02) maisons d'habitation
22-415-4	Monsieur ALPINI Damien	sur les parcelles cadastrées n°s 62, 185 et 195, section AX (Terres TEPATAAI 1 LOT 3 - SURPLUS 2 Lot A et LOT 4 Lot C et LOTISSEMENT TE TAVAKE VILLAGE° sises à PUNAAUIA	pour des travaux de terrassement avec création d'une voie d'accès et de construction d'une maison d'habitation



COMMUNE DE ANAA

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
VP.DCA.TG	<u>TRAVAUX AUTORISES LE 1 août 2022</u>		
22-341-4	Monsieur TIHONI Anthony mandataire de Madame MOO Veuve TEMATAFAARERE Odile, Elza, Tuteroroi	sur la parcelle cadastrée n° 12, section AE (Terre OKURUMAGA) sise à Anaa	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH)
22-511-2	Monsieur et Madame MAIROTO Ferdinand et Carlotta	sur la parcelle cadastrée n° 193, section A (Terre TIKIKORU Lot BB2) sise à Faaite	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH)

COMMUNE DE FAKARAVA

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
VP.DCA.TG	<u>TRAVAUX AUTORISES LE 1 août 2022</u>		
21-1272-8	Monsieur MARO Toussaint et Madame SANDFORD Coralie	sur la parcelle cadastrée n° 31, section AH (Terre TEFAKARA) sise à FAKARAVA	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) (MODIFICATIONS : de l'implantation, de la volumétrie et des façades)

COMMUNE DE RANGIROA

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
VP.DCA.TG	<u>TRAVAUX AUTORISES LE 4 août 2022</u>		
20-1418-8	Madame LECRU BERRO Nathaly mandataire de Monsieur WONG SANG Siméon, Teahi	sur la parcelle cadastrée n° 1311, section B (Terre PERETUE FARII TARAIVAIVA) sise à Rangiroa	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) (MODIFICATION : d'implantation)

COMMUNE DE TAKAROA

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
VP.DCA.TG	<u>TRAVAUX AUTORISES LE 1 août 2022</u>		
22-446-2	Monsieur et Madame NANAI Francis et Danièle	sur la parcelle cadastrée n° 37, section C (Terre PAHOHONU) sise à Takapoto	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH)
22-596-3	Madame MAPUHI Veuve LENOIR Louise	sur la parcelle cadastrée n° 299, section H (Terre PAHERE 9) sise à Takaroa	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH)

**ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DE LA COMMUNE DE TEVA I UTA  
POUR LE MOIS DE JUILLET 2022**

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
VP/DCA/CTI.TRV	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 12 juillet 2022</u></b>		
2019-432-6	Mme ORANGE Cécile	Parcelle cadastrée n° 63, section BV (Terre « HINANOURA 1 ») à PAPEARI au PK 54,5 côté mer quartier Tavana TERE	Avenant au permis de construire pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F5 en bois avec une terrasse couverte
2022-223-3	M. LEE CHIP SAO Eric et Mme TEANO Henriette	Parcelle cadastrée n° 96, section BN (Terre « TEMUHU 1 ET 2 – FAREMAO – VETE : parcelle du lot 6 ») à PAPEARI	Travaux de réaménagement d'un débarras et d'une buanderie d'une maison d'habitation en laboratoire de préparation alimentaire
	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 13 juillet 2022</u></b>		
2022-228-4	Mme NUUPURE épse TEROROIRIA Hiriata	Parcelle cadastrée n° 97, section AY (Terre « ATITAUNIA 1 ET 2 – FARAHUA- TENIUPAIEA – TERUAPURU 1 : Lot 3 parcelle A – Lot 6 ») à MATAIEA au PK 48,300 côté mer	Travaux de construction d'une maison d'habitation de type F3 avec une terrasse couverte
2022-257-3	M. ESTALL Eric	Parcelle cadastrée n° 53, section AM (Terre « VAIOAHA : Lot 2 ») à MATAIEA au PK 45,5 côté montagne	Travaux de construction de 2 maisons d'habitation de type F1 avec une terrasse couverte
2022-258-3	M. LUTA Ken et Mme TETOE Ina-Nui	Parcelle cadastrée n° 239, section AT (Terre « PUTUAIA – TEITEIA-TEOA 2 – TIPAPA 1-2 : Lot 5 – Lot A ») à MATAIEA au PK 47,5 côté mer quartier AMBELIDIEFF	Travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F3 en bois avec une terrasse couverte
2022-271-3	Mme TEKURIO Erena	Parcelle cadastrée n° 2, section BC (Terre « Propriété Joseph KEANE : partie ») à PAPEARI au PK 51 côté mer quartier à côté du jardin botanique	Travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F3 en bois avec une terrasse couverte
	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 21 juillet 2022</u></b>		
2021-363-6	Mme Dorothée, Tahiapuhe HUUTI épse TISSOT	Parcelle cadastrée n° 175, section BL (Terre « ' DOMAINE BROWN : Lot F- Surplus ») à PAPEARI au PK 53 côté montagne	Rectificatif du nom du titulaire du permis de construire pour des travaux de construction d'une maison d'habitation de type F3 avec une terrasse couverte et un garage
VP/DCA/CTI.TRV	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 29 juillet 2022</u></b>		
2011-304-4	Mme Loaina PIHAATAE épse MAURIN	Parcelle cadastrée n° 53, section DH (Terre « RAUTI 2 : parcelle C du lot 3 ») à PAPEARI au PK 51,800 côté montagne	Avenant au permis de construire pour des travaux de construction d'une maison d'habitation de type F4 avec 2 terrasses couvertes
2021-106-11	SCI VETEANI 2	Parcelle cadastrée n° 53, section BK (Terre « Lotissement « Résidence VAIATA 2 » : Lot B 1 <sup>ère</sup> tranche DOMAINE BROWN : parcelle B du lot 1 ») à PAPEARI	Avenant au permis de construire pour des travaux de construction d'une maison d'habitation de type F3 avec une terrasse couverte et un garage

**ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DE LA COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST  
POUR LE MOIS DE JUILLET 2022**

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
VP/DCA/CTI.TRV	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 12 juillet 2022</u></b>		
2022-262-4	M. et Mme PAEHI Ignace et Elisa née MATEHAU	Parcelle cadastrée n° 77, section BE (Terre « NEETAO : Lot 1 (partie) ») à VAIRAO au PK 10,800 côté montagne	Travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F5 en bois avec une terrasse couverte
	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 13 juillet 2022</u></b>		
2019-395-8	Mme HOTAHOTA Pauline	Parcelle cadastrée n° 24, section CK (Terre « ATOMOAHINE ») à TEAHUPOO	Avenant au permis de construire pour des travaux de construction d'une maison d'habitation en R+1 de type F2 avec 2 terrasses couvertes, un garage et un sundeck
2022-248-3	Mme MAAMAATUAIAHUTAPU LE CAILL Maurea	Parcelle cadastrée n° 325, section AA (Terre « Ancienne Propriété Stephen Ipeva VIVISH : Lot 2 – Lot B Lot A2 ») à TOAHOTU	Travaux de construction de 2 maisons d'habitation jumelées de type F4 avec une terrasse couverte
	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 22 juillet 2022</u></b>		
2021-305-6	SCI JPOM	Parcelle cadastrée n° 137, section BC (Terre « POITINI : Lot 3 du Surplus ») à VAIRAO au PK 9,8 côté montagne	Transfert du permis de construire au nom de la « SCI JPOM » pour les travaux de construction d'une maison d'habitation de type F4 avec une terrasse couverte
2022-151-8	M. et Mme ROUX Nicolas et Marjorie née BOTELLA	Parcelle cadastrée n° 206, section KH (Terre « Plateau PUUNUI : Lot 25 ») à TOAHOTU au PK 6,500 côté montagne quartier PUUNUI	Avenant au permis de construire pour des travaux d'extension d'une maison d'habitation en réalisant une terrasse non couverte
2022-204-4	SCI JPOM	Parcelle cadastrée n° 70, section BC (Terre « POITINI : Lot 3 ») à VAIRAO au PK 8,900 côté mer	Transfert du permis de construire au nom de la « SCI JPOM » pour les travaux de construction de 2 maisons d'habitation en R+1 de type F1 avec une terrasse couverte et une mezzanine et un débarras à l'étage

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
VP/DCA/CTI.TRV	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 25 juillet 2022</u></b>		
2022-234-4	Mme CRIDLAND Rita	Parcelles cadastrées n°s 108, 268, 269 et 270, section AH (Terres « PORIRO-TEAOA-VAITOHORA : parcelle du lot A ») à TOAHOTU	Travaux de construction d'une maison d'habitation en R+1 de type F4 avec un cellier, une terrasse couverte et un deck
	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 26 juillet 2022</u></b>		
2022-261-3	M. TUTAVAE Iotua, Tu et Mme HITIURA Vahineura	Parcelle cadastrée n° 148, section BI (Terre « VAIRUIA 1 –OFAINAIORO 1 – TETAHURAUPUNI 1 : Lot 4 du Lot 2 – Lot 2 ») à VAIRAO au PK 11,5 côté montagne quartier VAIRUIA servitude à côté de l'église protestante	Travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F3 en bois avec une terrasse couverte
	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 29 juillet 2022</u></b>		
2021-03-8	Mme AMARU épse MAMATUI Norine	Parcelle cadastrée n° 21, section BE (Terre « PAHARA ET TEONETERE : Lot 4 ») à VAIRAO au PK 10,100 côté mer quartier TEONETERE	Avenant au permis de construire pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F3 en bois avec une terrasse couverte et une rampe d'accès PMR
2022-59-6	M. LAURENT Jacques	Parcelle cadastrée n° 14, section AC (Terre « Propriété Edith VIVISH : Lot 7 ») à TOAHOTU	Travaux de construction d'une pension de famille dénommée « La fleur du lac » comprenant 6 bungalows et une piscine



**ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DE LA COMMUNE DE TAIARAPU-EST  
POUR LE MOIS DE JUILLET 2022**

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
VP/DCA/CTI.TRV	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 12 juillet 2022</u></b>		
2019-231-4	Mme TCHONG-MOU Béatrice	Parcelle cadastrée n° 31, section AD (Terre « TEURUOA-ATITUPUA- TEFARENAONAO : Lot 1 du partage de la parcelle B ») à TAUTIRA au PK 14,800 côté montagne quartier AHUI	Prorogation au permis de construire pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F3 en bois avec une terrasse couverte
2019-336-4	M. et Mme PORTAL Didier et Rosina	Parcelle cadastrée n° 74, section DX (Terre « RAUVAU ET HOPEUME : Parcelle P5 (surplus) ») à AFAAHITI	Rectificatif du prénom de l'intéressée au permis de construire pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F4 en bois avec une terrasse couverte
2020-426-6	M. MATEAU-FRINGANS Tuaru et Mme BARSINAS Vaiana	Parcelle cadastrée n° 113, section AT (Terre « TAUATEA : Parcelle A bis partie ») à FAAONE au PK 45,4 côté montagne quartier OUTUOFAI	Avenant au permis de construire pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F3 en bois avec une terrasse couverte
2022-32-4	M. et Mme PUA Alexis, Pauihauora et Aude, Tearoarii née TERAIAMANO	Parcelle cadastrée n° 194, section AB (Terre « Domaine de FAAONE TEFAUTOMO : Lot 4 (Ancien partage) – Lot 2 bis partie – Lot a ») à FAAONE au PK 52 côté montagne	Travaux de construction d'une maison d'habitation de type F1 avec une terrasse couverte et d'une maison d'habitation de type F1 avec une terrasse couverte et un garage
2022-224-4	M. LEMAIRE Giovanni et Mme TERIITEMOEHA Tepoe	Parcelle cadastrée n° 24, section AE (Terre « TEROTO : Lot 1, Partie c/mont ») à FAAONE	Travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F4 en bois avec une terrasse couverte
2022-231-3	M. LANUEL-PEDROW Frédéric et Mme MARTEL MEDARD Barbara	Parcelle cadastrée n° 131, section BD (Terre « ATURAITOPA 4 : Lots 101 et 100C – Lot 3 ») à AFAAHITI	Travaux d'extension d'une maison d'habitation en réalisant une pergola, un débaras en container et d'une maison d'habitation en R+1 de type F1 avec une terrasse couverte au rez-de-chaussée
2022-243-3	Mme LE CORRE Céline	Parcelle cadastrée n° 22, section EX (Terre « RAUVAU ET HOPEUME : Lot A3 du Lot A ») à AFAAHITI	Travaux de construction de 2 maisons d'habitation de type F3
2022-245-3	M. et Mme TAHITORAI Ronald et Poëma née TEIVA	Parcelle cadastrée n° 52, section AE (Terre « TEAVAAVA : Partie c/mont, partie au sud du ruisseau ») à FAAONE au PK 50,050 côté montagne	Travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F5 en bois avec une terrasse couverte

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
VP/DCA/CTI.TRV	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 12 juillet 2022</u></b>		
2022-252-3	Mme TAUIRA Alida	Parcelle cadastrée n° 93, section AT (Terre « AFAAHITI : LOT XVI SURPLUS Lot D ») à AFAAHITI	Travaux de construction d'une maison d'habitation de type F4 avec une terrasse couverte
2022-264-3	Mme LANGLOIS Andréanne	Parcelle cadastrée n° 166, section DX (Terre « RAUVAU ET HOPEUME : Lot 1 (partie) Parc B ») à AFAAHITI	Travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F4 en bois avec une terrasse couverte
	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 13 juillet 2022</u></b>		
2013-240-5	Mme CHAVES Tevahinerere	Parcelle cadastrée n° 151, section BH (Terre « RAROURI ») à AFAAHITI au PK 4,500 côté montagne	Avenant au permis de construire pour des travaux de construction d'une maison d'habitation
2022-156-6	M. LAUGHLIN Raimunutea	Parcelle cadastrée n° 169, section AP (Terre « PAPAROA 4 : Lot b ») à AFAAHITI	Avenant au permis de construire pour des travaux de construction d'une maison d'habitation de type F3 avec une terrasse couverte
2022-209-3	Mme PHILIPPE Violette	Parcelle cadastrée n° 124, section DO (Terre « PLATEAU MARUMARUTUA DEPENDANT DE LA TERRE MARAEAPAI (partie) ») à AFAAHITI	Travaux de construction d'une maison d'habitation de type F2 avec une mezzanine, une terrasse extérieure en bois, un « fare pote'e » et une piscine
2022-250-3	M. TAMATAI Tautu	Parcelle cadastrée n° 18, section BM (Terre e » TEMAHAAME : Lot 3 des Lots 1 et 2 ») à AFAAHITI	Travaux de terrassement, d'enrochement et de construction d'une maison d'habitation de type F4 avec une terrasse couverte
2022-255-4	M. et Mme CROCFER Christian et Cherita née HURI	Parcelle cadastrée n° 44, section CE (Terre « NIUHITI 2 : (partie) ») à PUEU au PK 7,7 côté montagne	Travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F4 en bois avec une terrasse couverte
2022-276-3	M. MARGUTTI Alain et Mme VÔ VÂN Magali	Parcelle cadastrée n° 274, section DB (Terre « VAIMORA-TEPUMARAURA2-TEMONA-PORIOUT-VAIMOORA-PAEPAETAATA-ATITORO : Parcelle – Lot b ») à AFAAHITI	Travaux de construction d'une maison d'habitation de type F4 avec une terrasse couverte
2022-278-3	Mme MAAU Christine	Parcelle cadastrée n° 57, section EM (Terre « HIUPE : Partie- Surplus – Parcelle 3 ») à AFAAHITI	Travaux de construction d'une maison d'habitation de type F2 avec un bureau, une terrasse couverte et un garage

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
VP/DCA/CTI.TRV	<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 22 juillet 2022</u></b>		
2019-284-4	M.et Mme BEA Johnny et Marie-Madeleine née TEPUTAHU	Parcelle cadastrée n° 63, section AN (Terre « TEVARIVARIA : Parcelle B ») à FAAONE au PK 47 côté mer	Prorogation au permis de construire pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F4 en bois avec une terrasse couverte
2022-236-4	Mme Tahia MOU-FA épouse TEMARONO	Parcelle cadastrée n° 162, section AN (Terre « DOMAINE AFAAHITI : Lot 8 du partage – partage B (LOT C) ») à AFAAHITI	Travaux de terrassement pour un remblai de 1476m <sup>3</sup>
2022-0242-4	Mme SANFORD Karine	Parcelle cadastrée n° 82, section DH (Terre « DOMAINE LEHARTEL (plateau) Lot 2 (partie) ») à AFAAHITI	Travaux de construction d'une maison d'habitation en R+1 de type F4 avec un atelier, un deck, une terrasse couverte et un garage
<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 25 juillet 2022</u></b>			
2022-203-5	M. JAVERZAT Pierre-Yves	Parcelle cadastrée n° 36, section BN (Terre « Domaine ROBINSON : Lot 3 – Val.1 B.3 Lot B ») à AFAAHITI	Travaux de construction d'une maison d'habitation en R+1 de type F2, d'une salle de bain extérieure et d'une abri servant de garage et d'atelier
<b><u>TRAVAUX AUTORISES LE 26 juillet 2022</u></b>			
2022-254-4	Mlle HURI Magdalena, Hananui	Parcelle cadastrée n° 44, section CE (Terre « NIUHITI 2 : (partie) ») à PUEU	Rectificatif du nom de la titulaire du permis de construire pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F5 en bois avec une terrasse couverte
2022-274-4	M. LE BIHAN Laurent	Parcelle cadastrée n° 235, section DB (Terre « TENONA-PORIOTU-VAIMOORA-TEPUMARAURA2 – FAATOROMANAVA-TUPITO-TETAHUNA-TEPUPUPU-PUNATEA-ATIHAI ET TUPEREUA : surplus lot 7 – Lot Q.2 ») à AFAAHITI	Travaux de construction d'une maison d'habitation de type F3 avec une terrasse couverte et un garage

## DIRECTION REGIONALE DES DOUANES

**COURS DES CHANGES**

pour l'application des droits et taxes de douane  
(arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

**Quinzaine du 12.08.2022 au 25.08.2022 inclus.**

*données BCE - Parité quotidienne au 09/08/2022*

[https://www.ecb.europa.eu/stats/policy\\_and\\_exchange\\_rates/euro\\_reference\\_exchange\\_rates/html/index.en.html](https://www.ecb.europa.eu/stats/policy_and_exchange_rates/euro_reference_exchange_rates/html/index.en.html)

Code Devise Pays	Devises	Cours pour 1 €	Cours en francs pacifiques
EUR EURO	1 euro	1	119,33
USD ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	1 dollar US	1,0234	116,60
AUD Australie	1 dollar australien	1,4687	81,25
CAD Canada	1 dollar canadien	1,3163	90,66
CHF Suisse	1 franc suisse	0,9763	122,23
DKK Danemark	1 couronne danoise	7,4407	16,04
GBP Grande-Bretagne	1 livre sterling	0,8452	141,19
HKD Hong Kong	1 dollar Hong Kong	8,0334	14,85
JPY Japon	1 yen	138,26	0,86
NOK Norvège	1 couronne norvégienne	9,9365	12,01
NZD Nouvelle-Zélande	1 dollar néo-zélandais	1,6304	73,19
SEK Suède	1 couronne suédoise	10,3875	11,49
SGD Singapour	1 dollar singapour	1,411	84,57
FJD Fidji (1)	1 dollar fidjien	2,26193	52,76
THB Thaïlande	1 baht	36,264	3,29
CNY Chine	1 yuan	6,9106	17,27
KRW Corée	1 won coréen	1336,74	0,09
IDR Indonésie	1 roupie indonésienne	15197,09	0,01
BRL Brésil	1 real brésilien	5,2478	22,74

Source : Banque centrale européenne

(1) Taux mensuels



# PARTIE NON OFFICIELLE

## Annonces judiciaires et légales

### ANNONCES COMMERCIALES

(Arrêté n° 2855 CM du 26/12/2018 modifié  
Arrêté 2856 CM du 26/12/2018)

#### ANNONCES LEGALES ENTREPRISES

##### CONSTITUTION DE SOCIETE

##### SOCIETES COMMERCIALES

*Annonce n° 99766*

##### **MARINE SUPPLIES**

Aux termes d'un acte sous seing privé du 9 août 2022, il a été constitué une société à responsabilité limitée présentant les caractéristiques suivantes :

*Dénomination sociale* : MARINE SUPPLIES

*Objet social* : le négoce, l'importation, l'exportation, l'achat, la vente, la distribution et la commercialisation sous toutes ses formes et par tous moyens, de tous produits, matériels et marchandises au détail se rapportant au maritime tels que notamment équipements nautiques, accastillage, produits techniques destinés à la maintenance et l'entretien de bateaux, navires, engins nautiques; la commercialisation, la vente et la location de matériel et accessoires afférents aux loisirs nautiques et au nautisme

*Siège social* : Ile de Tahiti, Punaauia, lotissement Te Maru Ata, rue Bougainville

*Capital* : 100 000 F CFP

*Durée* : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Papeete

*Gérance* :

Alexandre BONO demeurant Tahiti, Punaauia, lotissement Te Maru Ata, rue Bougainville

Thomas DUMONT demeurant Tahiti, Faa'a, cité de l'air, lotissement Orama

*La société sera immatriculée au RCS de Papeete.*

pour avis

*Annonce n° 40914*

##### **LA PETITE CANTOCHE**

Aux termes d'un acte sous seing privé du 4 août 2022, il a été constitué une société à responsabilité limitée présentant les caractéristiques suivantes :

*Dénomination sociale* : LA PETITE CANTOCHE

*Objet social* : toutes opérations se rattachant à la restauration, à la cuisine collective, notamment à destination des cantines scolaires, entreprises et associations, quelle que soit la formule de restauration retenue, l'importation, l'achat, la revente de toutes denrées alimentaires se rapportant aux activités spécifiques précitées

*Siège social* : île de Tahiti, Punaauia, Pk 12.3

*Capital* : 100 000 F CFP

*Durée* : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Papeete

*Gérance* :

Benoît PICAULT demeurant Punaauia, Pk 12.3 c/mer

*La société sera immatriculée au RCS de Papeete.*

pour avis

*Annonce n° 546*

##### **PEREO'O FARAOA**

Aux termes d'un acte sous seing privé du 8 août 2022, il a été constitué une société à responsabilité limitée présentant les caractéristiques suivantes :

*Dénomination sociale* : PEREO'O FARAOA

*Objet social* : L'achat, l'import, l'export, le négoce, la location, la transformation, le conditionnement de toute marchandise prévue à la vente en gros ou au détail, pour tout secteurs d'activités. Activité commerce d'alimentation générale ambulant, débit de boissons (licence en 1er classe).

*Siège social* : TEAHUPOO, PK 16.3 COTE MONTAGNE

*Capital* : 100 000 F CFP

*Durée* : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Papeete

*Gérance* :

Joachim PAVAOUAU

*La société sera immatriculée au RCS de Papeete.*

Pour avis, M. Joachim PAVAOUAU

**SOCIETES CIVILES - SOCIETES COOPERATIVES***Annonce n° 94309***SCI MIHI**

Aux termes d'un acte sous seing privé du 8 août 2022, il a été constitué une société civile immobilière présentant les caractéristiques suivantes :

*Dénomination sociale* : SCI MIHI

*Objet social* : Achat d'un bien immobilier

*Siège social* : Faa'a St Hilaire, Route du Marae

*Capital* : 100 000 F CFP

*Apports en numéraire* : Apport de 100 000 F des soussignés : M POIA Michel 20 000 F, Mme POIA Anne-Marie 20 000 F, M POIA Mihinoa 20 000 F, M POIA Mihiau 20 000 F et Mlle POIA Mahealani 20 000 F.

*Apports en nature* : Néant

*Durée* : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Papeete.

*Dirigeants* :

Gérant : M POIA Michel, domicilié à Faa'a St Hilaire, Route du Marae

*Clause d'agrément* : Les parts sociales sont librement cessibles au profit d'un associé. Toute cession à un tiers de la société, est soumise au préalable à l'agrément de la collectivité des associés réunis en assemblée générale.

*La société sera immatriculée au RCS de Papeete.*

Pour avis et mention. Le gérant

*Annonce n° 3582***AITO TIA TIPAERUI**

Aux termes d'un acte authentique du 4 août 2022, reçu par Maître Alexandre YAO, notaire à PAPEETE, il a été constitué une société civile immobilière présentant les caractéristiques suivantes :

*Dénomination sociale* : AITO TIA TIPAERUI

*Objet social* : - L'acquisition, la mise en valeur, la prise à bail, la gestion, la location en totalité ou en partie et l'administration de tous biens et droits immobiliers ;

- La prise de participation dans toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, à tous objets similaires ou connexes et par tous moyens notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, sociétés en participation, groupements d'intérêt économique,

- La gestion, l'administration et la cession de ces participations ;

- La souscription de tous emprunts pour le financement des acquisitions, des prises de participation et, plus généralement, pour la gestion de son patrimoine ;

- La constitution de toutes sûretés et garanties sur les actifs sociaux en garantie des emprunts contractés pour leurs acquisitions, souscriptions, entretiens ou rénovations ;

- Et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, dès lors que ces actes ou opérations ne portent pas atteinte à la nature civile de cet objet.

*Siège social* : PAPEETE/TAHITI (98713) POLYNÉSIE-FRANÇAISE, avenue Georges CLEMENCEAU, Mamao, chez NIPPON AUTOMOTO BP 342 - 98713 PAPEETE

*Capital* : 200 000 F CFP

*Apports en numéraire* : 200 000 F CFP libérés de la totalité à la souscription.

*Apports en nature* : Néant

*Durée* : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Papeete.

*Dirigeants* :

Gérant : Paul Marcel Narii Maeva FAUGERAT, demeurant à PUNAAUIA, PK 17,600 côté mer

*Clause d'agrément* : Les parts sont librement cessibles entre associés et au profit de descendants d'associés ; elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la collectivité des associés se prononçant par décision extraordinaire.

*La société sera immatriculée au RCS de Papeete.*

*Enregistrement de l'acte* : enregistré à PAPEETE, le 08 août 2022 Bord. 1568/6

Pour avis, Maître Alexandre YAO

**MODIFICATION DE SOCIETE****CHANGEMENT DE DIRIGEANTS***Annonce n° 30937***VAININII LIU SING**

SCI au capital de 120 000 000 F CFP

Siège social : Papeete, Z.I. Fare Ute

RCS n° TPI 263C - N° TAHITI 834903

Avis de constitution : Journal Officiel du 19 juillet 2007

En date du 26 juillet 2022, l'assemblée générale extraordinaire a décidé à compter de la même date, la modification de(s) dirigeant(s) :

Ancienne(s) mention(s)

Gérance :

La société est gérée par :

-Monsieur Li Sfa LIU SING, demeurant à Papeete

-Mademoiselle Wiwine LIU SING, demeurant à Papeete

Nouvelle(s) mention(s)

Gérance :

La société est gérée par :

-Mademoiselle Wiwine LIU SING, demeurant à Papeete

-Monsieur Alain LIU SING, demeurant à Faa'a

*La modification sera inscrite au RCS de Papeete.*

Pour avis, la Gérance

*Annonce n° 93082*

### **FIDUCIAIRE POLYNÉSIEENNE**

EURL au capital de 1 500 000 F CFP  
Siège social : Immeuble Le Bihan - L2 - Pirae  
RCS n° TPI 8495-B - N° TAHITI 603043

En date du 27 décembre 2021, l'actionnaire unique a décidé à compter de la même date, la modification de(s) dirigeant(s) :

Ancienne(s) mention(s)

Gérant: Nicolas TANSEAU, demeurant à Papeete, pour une durée indéterminée

Nouvelle(s) mention(s)

Gérants:

- Nicolas TANSEAU, demeurant à Papeete, pour une durée indéterminée

- Jean-Louis PELLOUX, demeurant à Papeete, pour une durée indéterminée

*La modification sera inscrite au RCS de Papeete.*

La gérance

### **MODIFICATION D'OBJET SOCIAL**

*Annonce n° 38993*

### **ACCONAGE ET TRANSPORTS DE RAIATEA**

SARL au capital de 1 000 000 F CFP  
Siège social : Hangar n°3 Quai de Uturoa  
RCS n° 96261B - N° TAHITI 350199

En date du 8 août 2022, l'assemblée générale extraordinaire a décidé à compter de la même date de procéder à la modification de l'objet social, anciennement les associés ont pris la décision de rajout de l'activité Manutention Portuaire, devenu LA SOCIETE A POUR OBJET LA MISE EN EXPLOITATION D'UNE ENTREPRISE DE TRANSPORTS, DE MANUTENTION PORTUAIRE, DE NEGOCE, DE LOUEUR DE MEUBLES, OBJETS OU USTENSILES, LOUEUR DE MOYENS DE TRANSPORT OU DE TRACTION, TRANSFORMATION DU BOIS AINSI QUE TOUTES OPERATIONS POUVANT SE RATTACHER A CES ACTIVITES. L'article Article II des statuts a été modifié en conséquence. Le reste est sans changement.

*La modification sera inscrite au RCS de Papeete.*

LA DIRECTION

### **MODIFICATIONS MULTIPLES**

*Annonce n° 24655*

### **TAUMAKA**

GIE au capital de 1 000 F CFP  
Siège social : Taiohae à Nuku Hiva  
RCS n° 17 4 B - N° TAHITI C32196

En date du 12 février 2022, l'assemblée générale extraordinaire a décidé à compter de la même date de :

- Modifier le(s) dirigeant(s) :

Ancienne(s) mention(s)

Mr Jean GENDRON, agriculteur et élevage

Melle Joann Nelly Raina TEHIVA, éleveur de cochon d'inde

Mr Georges TEIKITEETINI, éleveur de bovin

Nouvelle(s) mention(s)

- Monsieur RONY FOURNIER, Président du conseil d'administration,

- Melle VAIHAU MAILIE FAUURA, trésorière membre

- Melle JOANN NELLY RAINA TEHIVA, membre administratrice et secrétaire

- Transférer le siège social de la société de Domicile du président Jean GENDRON à Taiohae à Le siège social est fixé au domicile du Président à Nuku Hiva - Taiohae - Polynésie Française.

- Modifier la dénomination sociale de la société anciennement Groupement d'Intérêt Economique "TAUMAKA" qui devient Coopérative Universelle "TAUAMAKA" avec le sigle TAUAMAKA

- Procéder à la modification de l'objet social, anciennement L'objet du groupement, dont le but est de faciliter ou de développer l'activité économique de ses membres, d'améliorer ou d'accroître les résultats de cette activité, est le suivant: développer et promouvoir l'élevage et l'agriculture sur l'île de Nuku Hiva. , devenu La société coopérative universelle a pour objet en Polynésie Française :

- L'exercice de la profession d'élevage, d'agriculture, de pêche lagunaire et généralement des métiers du secteur primaire ;

- La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tout établissement se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ;

- La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises pouvant se rapporter à l'une ou l'autre des activités spécifiées ;

- La recherche de fonds, financements, subventions et dons servant à faciliter ou développer l'activité de ses membres coopérateurs liées à l'une ou l'autre des activités spécifiées ;

- La création de zones pérennes dédiées à la préservation et la reproduction de la faune et la flore sur l'île de Nuku Hiva et partout ailleurs ;

- L'amélioration des conditions de travail, de production et de commercialisation des membres coopérateurs ;

- Et généralement, toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, et de nature à en faciliter la réalisation. L'article Article 2 des statuts a été modifié en conséquence. Le reste est sans changement.

- Modifier les apports :

Le financement des opérations de la société coopérative universelle est assuré par des apports en numéraires de chacun des membres coopérateurs ou non coopérateurs et des aides financières obtenues auprès des services publics ou encore des crédits bancaires ou encore par des dons et demande de sponsoring.

- Proroger la durée de la société de 99 ans soit jusqu'au 21 août 2117. Les statuts ont été modifiés en conséquence.

*La modification sera inscrite au RCS de Papeete.*

Rony FOURNIER, Président du conseil d'administration, Vaihaui FAUURA, trésorière administratrice et co-signataire du compte courant, Joann TEHIVA membre administratrice et secrétaire

*Annonce n° 49261*

### **RESTAURANT LE MAYFLOWER**

SARL au capital de 100 000 F CFP  
Siège social : Pk 27 domaine Tiahura Haapiti Moorea  
RCS n° 15292B - N° TAHITI B71691

En date du 20 juin 2022, l'assemblée générale mixte a décidé à compter du 1er juillet 2022 de :

- Modifier le(s) dirigeant(s) :

Ancienne(s) mention(s)

Mr BEAUQUIN Vincent

Nouvelle(s) mention(s)

Mr BEAUQUIN Vincent et Mlle SANNA Julie

- Modifier le nom commercial de la société anciennement Restaurant le Mayflower qui devient Casa Vincenzo

- Modifier la répartition des parts sociales : Cession gratuite de 15 parts sociales de Vincent BEAUQUIN à Julie SANNA

Nouvelle répartition : Mr BEAUQUIN Vincent 25 parts, Mlle SANNA Julie 25 parts.

L'article 2 et 7 des statuts a été modifié en conséquence.

*Autre mention* : Adjonction de l'activité pizzeria à la SARL Restaurant le Mayflower

*La modification sera inscrite au RCS de Papeete.*

BEAUQUIN Vincent et SANNA Julie

### **POURSUITE D'ACTIVITE MALGRE LA PERTE DE LA MOITIE DU CAPITAL**

*Annonce n° 20136*

**KLM168**

EURL au capital de 100 000 F CFP  
Siège social : 11 rue Yves Martin,  
Quartier du Commerce, Papeete  
RCS n° TPI 19 84 B - N° TAHITI D17526

En date du 30 juin 2022, l'assemblée générale mixte a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société bien que les capitaux propres soient inférieurs à la moitié du capital social.

*La modification sera inscrite au RCS de Papeete.*

La Gérance

### **CESSATION D'ACTIVITE**

#### **DISSOLUTION**

*Annonce n° 62858*

### **TEREVAU PITI FINANCEMENT**

SC au capital de 200 000 F CFP  
Siège social : Ile de Tahiti, Punaauia, Taapuna,  
Lot 97 (Polynésie française)  
RCS n° TPI 18 289 C - N° TAHITI D03864

En date du 4 août 2022, l'assemblée générale mixte a décidé la dissolution anticipée et amiable de la société à compter du 4 août 2022. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur(s) Monsieur Manfred

FA SHIN CHONG demeurant à Punaauia, PK 10.5 côté montagne (BP 2739, 98713 Papeete), avec les pouvoirs les plus étendus pour procéder aux opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci, et a fixé le siège de la liquidation au siège social de la société.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

RCS PAPEETE  
pour avis, le liquidateur

## **ASSOCIATIONS**

(Arrêté n° 2855 CM du 26/12/2018 modifié  
Arrêté 2856 CM du 26/12/2018)

### **ASSOCIATION LOI 1901**

### **CONSTITUTION D'ASSOCIATION**

*Annonce n° 32018*

#### **TE HITI O TE RA**

*Objet* : 1) Mettre en place des actions pour aider les familles nécessiteuse en alimentaire ou en vêtements.

2) Participer et soutenir les actions, qui touche, l'environnement, l'agriculture, la pêche, et l'artisanat.

3) Intervenir dans les projets d'amélioration du cadre de vie des familles par tout les moyens possible.

*Siège social* : Hitia'a PK 37 côté montagne

*Déclaration du 3 août 2022 - Récépissé n° W9P1010186*

*Annonce n° 72574*

#### **LES COEURS**

*Objet* : - Aider les jeunes à approfondir connaissances et qualifications grâce aux moyens dirigés par divers organismes tels que : inscriptions aux formations, aux passages de diplôme, aux conventions dirigés par l'état et/ou le territoire, etc.. ;

- Sensibiliser contre l'alcool, la toxicomanie et l'obésité en développant des activités agricoles, horticoles et autres ;

- Organiser des rencontres sportives, culturelles, culturelles et artisanales ;

- Favoriser toutes actions liées à la jeunesse (du quartier dénommé ATIRAA et du quartier dénommé BENETEAU en priorité sis dans la commune d'AFAREAITU) ;

- Promouvoir les couleurs du district de AFAREAITU, par le biais d'actions mis en place pour la jeunesse, tel que le sport dans ces diverses disciplines et autres,

- Développer des activités agricoles, horticoles, culturelles, culturelles, artisanales et autres ;

- Effectuer des journées de nettoyage et d'embellissement du quartier voire du district ;

- Respecter les règlements établies par divers organismes en partenariat avec l'association.

*Siège social* : Afareaitu PK8.7 c/mer.

*Déclaration du 2 août 2022 - Récépissé n° W9P1010184*



**COMMANDE PUBLIQUE**

(Arrêté n° 2855 CM du 26/12/2018 modifié)

**MARCHES PUBLICS****AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE****AVIS RECTIFICATIF****RECTIFICATIF A L'AVIS D'APPEL PUBLIC  
A LA CONCURRENCE***Annonce n° 22422**1. Informations relatives à l'acheteur public*

1° Catégorie : Polynésie française.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Direction des affaires foncières, Rue Dumont D'Urville - Immeuble Te Fenua, BP 114 - 98713 PPT, tél. : 40 47 18 18, fax : 40 47 18 19, courriel : bureau.marches@foncier.gov.pf.

2. *Objet* : Prestation de travaux relatifs à la dépose et la pose de nouvelles unités de climatisation centralisées dans les bureaux de la Direction des affaires foncières sises Immeuble Te Fenua.

3. *Rectification* : Nouvelle date limite de remise des candidatures ou des offres : le 30 septembre 2022 à 11 heures.

Suite au retard de publication de l'annonce, la date limite de remise des offres a été repoussée au Vendredi 30 Septembre 2022 à 11h à la Direction des affaires foncières de Papeete.

4. *Date d'envoi du présent avis à la publication* : Le 09 août 2022.

**CONSTRUCTION D'UN HANGAR POUR AERONEF  
SUR L'AERODROME DE MOOREA, ARCHIPELS  
DE LA SOCIETE***Annonce n° 61250**1. Informations relatives à l'acheteur public*

1° Catégorie : Polynésie française.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : Vice-présidence, ministère du logement, de l'aménagement, en charge des transports interinsulaires - Direction de l'aviation civile, Immeuble Tefafai sis à Puurai, commune de Faaa, BP 1408 - 98713 Papeete Tahiti, tél. : 40 54 37 21, fax : 40 54 37 80, courriel : inframarche@aviation-civile.gov.pf.

3° Autorité compétente pour mener les opérations de passation et de signature du marché : Vice-président, ministre du logement, de l'aménagement, en charge des transports interinsulaires.

*2. Objet et caractéristiques principales*

1° *Objet* : Construction d'un hangar pour aéronef sur l'aérodrome de Moorea, Archipels de la société.

2° Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché : Travaux.

3° Type de marché : Simple exécution de travaux.

4° Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande : Moorea.

5° Durée du marché : de 6 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service

6° Variantes autorisées : Non.

3. *Forme du marché* : Marché simple.

*4. Prestations divisées en lots :*

Lot n° 01 : Terrassements - Gros-œuvre

Lot n° 02 : Réseaux Divers (AEP - COF - CFA- EU - EP)

Lot n° 03 : Charpente métallique - Couverture - Bardage

Lot n° 04 : Portail accordéon

Lot n° 05 : Menuiseries aluminium - Menuiseries bois - Serrurerie

Lot n° 06 : Faux plafonds

Lot n° 07 : Électricité CFO - CFA - Climatisation - VMC

Lot n° 08 : Plomberie-sanitaires

Lot n° 09 : Peinture - Signalétique

Lot n° 10 : Revêtements carrelages - Faïences

Lot n° 11 : Voirie et aménagement parking.

Les modalités de soumission aux lots ainsi que les modalités de leur attribution sont définies dans le règlement de la consultation.

5. *Type de procédure* : Appel d'offres ouvert.

6. *Conditions de participation - pièces à fournir par les candidats*

1° Situation juridique, fiscale et sociale des opérateurs : Définie dans le règlement de la consultation.

2° Documents et renseignements relatifs aux capacités des candidats : Défini(s) dans le règlement de la consultation.

7. *Critères d'attribution* : Les critères d'attribution et les conditions de leur mise en oeuvre sont définis dans le règlement de la consultation ou la lettre d'invitation au dialogue.

*8. Conditions de délai*

1° Date limite de remise des candidatures ou des offres : Le 03 octobre 2022 à 11 heures.

2° Délai de validité des offres à compter de la date limite de réception des offres : 180 jours.

*9. Renseignements complémentaires*

1° Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus (administratifs et/ou techniques) : [inframarche@aviation-civile.gov.pf](mailto:inframarche@aviation-civile.gov.pf).

2° Adresse auprès de laquelle le dossier de consultation des entreprises peut être consulté, retiré ou téléchargé : [inframarche@aviation-civile.gov.pf](mailto:inframarche@aviation-civile.gov.pf) ou <https://lexpol.cloud.pf>.

10. Conditions de remise des offres et / ou des candidatures

1° Contenu du pli à remettre : Défini dans le règlement de la consultation.

2° Adresse et modalités de remise des plis : Dans le règlement de consultation

11. Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvanaa-a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, tél. : 40 50 90 25, fax : 40 45 17 24, courriel : [greffe.ta-papeete@juradm.fr](mailto:greffe.ta-papeete@juradm.fr), site internet : <http://polynesie-francaise.tribunaladministratif.fr/>.

12. Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 09 août 2022.

## AVIS D'ATTRIBUTION

### MARCHE N°2022/07/CAPL RELATIF A L'ORGANISATION DE LA 36EME FOIRE AGRICOLE EDITION 2022

*Annonce n° 40600*

#### 1. Informations relatives à l'acheteur public

1° Catégorie : Etablissement public à caractère administratif (EPA) de la Polynésie française.

2° Nom et coordonnées de l'acheteur : CHAMBRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE LAGONAIRE, BP 5383 - 98 716 PIRAE - TAHITI - POLYNESIE FRANCAISE.

#### 2. Objet et caractéristiques principales

1° Objet : LOCATION DES INFRASTRUCTURES D'AMENAGEMENT PROVISOIRES ET DE MATERIELS ET EQUIPEMENTS DIVERS, LEUR INSTALLATION, ET LA REALISATION DE PRESTATIONS DE SERVICES DE SECURITE, D'ANIMATION, DE COMMUNICATION, D'ACCUEIL ET DE GESTION DES DECHETS POUR L'ORGANISATION DE LA FOIRE AGRICOLE 2022 QUI SE TIENDRA SUR LE SITE DE OUTUMAORO A PUNAAUIA.

2° Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché : Services.

3° Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande : PLATEAU DE OUTUMAORO A PUNAAUIA.

4° Durée totale du marché : La durée du marché est stipulée dans les documents du marché.

3. Forme du marché : Marché simple.

4. Allotissement : 16 lots.

#### 5. Procédure

1° Type de procédure : Procédure adaptée.

2° Publication antérieure relative à la présente procédure : le 24 juin 2022 (JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANCAISE).

6. Critères d'attribution : Les critères d'attribution et les conditions de leur mise en oeuvre sont définis dans le règlement de la consultation ou la lettre d'invitation au dialogue.

#### 7. Informations relatives à une non-attribution

Lot 1 - AMENAGEMENT DU SITE : Consultation Infructueuse - AUCUNE OFFRE

Lot 3- SANITAIRES PROVISOIRES DU SITE : Consultation Infructueuse - AUCUNE OFFRE

Lot 7 - GARDIENNAGE MOYENS DE SECOURS ET PREVENTION : Consultation Infructueuse - OFFRE INACCEPTABLE

Lot 13 - COLLECTE DES DECHETS : Consultation Infructueuse - AUCUNE OFFRE

Lot 14 - MATERIELS ET EQUIPEMENTS FRIGORIFIQUES : Consultation Infructueuse - AUCUNE OFFRE

Lot 15 - ENGIN DE LEVAGE ET MATERIELS DE TRANSPORT : Consultation Infructueuse - AUCUNE OFFRE

Lot 16 - ORGANISATION DES CONCOURS DE LA FOIRE AGRICOLE : Consultation Infructueuse - AUCUNE OFFRE

#### 8. Attribution du marché

1° Information sur les offres :

Nombre total de plis reçus : 10

Aucun marché (lot) n'a été attribué à un groupement d'opérateurs économiques.

Monnaie : Franc pacifique (F CFP)

2° Détail :

Lot n° 2 RESEAUX DU SITE

Contrat notifié le 05 août 2022

Nombre d'offres reçues : 1

Nom et adresse du titulaire : ENTREPRISE TEARIKI TEIVI

Valeur totale (hors TVA) : 6 140 350

Lot n° 4 STRUCTURES ABRIS BOIS

Contrat notifié le 05 août 2022

Nombre d'offres reçues : 1

Nom et adresse du titulaire : ENTREPRISE TEARIKI TEIVI

Valeur totale (hors TVA) : 3 197 368

Lot n° 5 STRUCTURES ABRIS CHAPITEAUX ET TENTES DE RECEPTION

Contrat notifié le 05 août 2022

Nombre d'offres reçues : 1

Nom et adresse du titulaire : BATIPOL API

Valeur totale (hors TVA) : 5 340 000

Lot n° 6 SECURITE

Contrat notifié le 05 août 2022

Nombre d'offres reçues : 2

Nom et adresse du titulaire : AMARYSK PREVENTION

Valeur totale (hors TVA) : 720 000

Lot n° 8 CONTROLE DES STRUCTURES

Contrat notifié le 05 août 2022

Nombre d'offres reçues : 1

Nom et adresse du titulaire : AMARYSK PREVENTION

Valeur totale (hors TVA) : 187 000

Lot n° 9 COMMUNICATION

Contrat notifié le 05 août 2022

Nombre d'offres reçues : 3

Nom et adresse du titulaire : TAHITI EXPERT EVENTS

Valeur totale (hors TVA) : 2 998 000

Lot n° 10 MATERIELS ET EQUIPEMENTS D'ANIMATION

Contrat notifié le 05 août 2022

Nombre d'offres reçues : 2

Nom et adresse du titulaire : KEAHI EVENEMENTIEL

Valeur totale (hors TVA) : 1 000 000

Lot n° 11 ANIMATION  
 Contrat notifié le 05 août 2022  
 Nombre d'offres reçues : 2  
 Nom et adresse du titulaire : HEIMANU TEMATAFAARERE  
 Valeur totale (hors TVA) : 275 000  
 Lot n° 12 ACCUEIL DECORATION ET COCKTAIL D'OUVERTURE  
 Contrat notifié le 05 août 2022  
 Nombre d'offres reçues : 2  
 Nom et adresse du titulaire : FEDERATION HORTICOLE HEI TINI RAU DE POLYNESIE FRANCAISE  
 Valeur totale (hors TVA) : 1 100 000  
 9. Renseignements complémentaires  
 1° Renseignements administratifs : LOT N°412 ZONE INDUSTRIELLE - VALLEE DE LA TIPAERUI - PAPEETE  
 Adresse auprès de laquelle le marché signé peut être consulté : LOT N°412 ZONE INDUSTRIELLE - VALLEE DE LA TIPAERUI - PAPEETE  
 2° Délais d'introduction des recours :  
 Le référé contractuel peut être exercé dans un délai de 31 jours à compter de la publication du présent avis.  
 3° Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvanaa-a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, tél. : 40 50 90 25, fax : 40 45 17 24, courriel : greffe.ta-papeete@juradm.fr, site internet : <http://polynesie-francaise.tribunaladministratif.fr/>.  
 10. Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 05 août 2022.

#### **FOURNITURE ET MAINTENANCE D'UN CHARIOT ELEVATEUR**

*Annonce n° 54311*

1. Informations relatives à l'acheteur public  
 1° Catégorie : Syndicat mixte.  
 2° Nom et coordonnées de l'acheteur : FENUA MA, BP 9636 - 98716 PIRAE - POLYNESIE FRANCAISE.  
 2. Objet et caractéristiques principales  
 1° Objet : Marché public de fournitures courantes et de services pour la fourniture et la maintenance d'un chariot élévateur.  
 2° Catégorie de prestations à laquelle se rattache le marché : Fournitures.

3° Lieu d'exécution des prestations ou de livraison de la commande : Tahiti.

4° Durée totale du marché : La durée du marché est stipulée dans les documents du marché.

3. Forme du marché : Marché simple.

4. Allotissement :

5. Procédure

1° Type de procédure : Appel d'offres ouvert.

2° Publication antérieure relative à la présente procédure : le 12 avril 2022 (JOPF et TAHITI INFOS).

6. Critères d'attribution : Les critères d'attribution et les conditions de leur mise en oeuvre sont définis dans le règlement de la consultation ou la lettre d'invitation au dialogue.

7. Informations relatives à une non-attribution

8. Attribution du marché

1° Information sur les offres :

Nombre total de plis reçus : 3

Aucun marché (lot) n'a été attribué à un groupement d'opérateurs économiques.

Monnaie : Franc pacifique (F CFP)

2° Détail :

Lot n° 1 Fourniture et maintenance d'un chariot élévateur

Contrat notifié le 01 août 2022

Nombre d'offres reçues : 3

Nom et adresse du titulaire : SOPADEP INDUSTRIE - ROUTE DE CEINTURE, TIPAERUI, 98713 PAPEETE

Valeur totale (hors TVA) : 4 661 152 XPF

9. Renseignements complémentaires

1° Renseignements administratifs : FENUA MA, Immeuble Baldwin à PAOFAI, BP 9636, 98716 Pirae tel.40 54 34 50, courriel : [accueil@fenuama.pf](mailto:accueil@fenuama.pf)

Adresse auprès de laquelle le marché signé peut être consulté : Siège de FENUA MA, Immeuble BALDWIN à PAOFAI

2° Délais d'introduction des recours :

Le référé contractuel peut être exercé dans un délai de 31 jours à compter de la publication du présent avis.

3° Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvanaa-a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, tél. : 40 50 90 25, fax : 40 45 17 24, courriel : [greffe.ta-papeete@juradm.fr](mailto:greffe.ta-papeete@juradm.fr), site internet : <http://polynesie-francaise.tribunaladministratif.fr/>.

10. Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 08 août 2022.



**SIO**

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE  
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

**Le JOPF n° 68 NS du 28/07/2021  
relatif au Code des impôts  
mis à jour au 1<sup>er</sup> janvier 2021**



**est disponible à la vente  
au prix de 1.680 F CFP TTC**